RAPPORT DE FIN D'ANNÉE

2021 Mai

Loi n°2020-30 du 28 octobre 2020 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2020

2020

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT DE FIN D'ANNEE 2020

Ministère de l économie
et des finances

Loi n°2020-30 du 28 octobre 2020 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2020

SOMMAIRE

Introduction 6

I- BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN **9**

A- Présentation des différences entre hypothèses macro-économiques initiales et résultats réels (estimations) | 10

B- Discussion narrative des écarts de réalisation | 11

II- ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2020 **15**

A- Présentation des recettes fiscales et justification des écarts de réalisation | 17

B- Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation | 21

C- Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation | 24

III- ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2020 **27**

A- Situation d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat | 28

B- Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB | 34

C- Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale | 34

D- Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives) | 35

IV- SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE **39**

A- Déficit budgétaire | 40

B- Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie) | 40

C- Synthèse d'exécution de la loi de finances | 42

V- SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE **47**

VI- PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION **59**

A- Classification administrative et économique | 60

B- Classification fonctionnelle | 66

VII- NIVEAU DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES **69**

VIII- EXECUTION DES RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES LOCALES (FADeC NON AFFECTE ET FADeC AFFECTE) **79**

IX- SITUATION FINANCIERE DES OFFICES ET SOCIETES D'ETAT SUR LA PERIODE 2018-2020 **83**

A- Point sur les chiffres d'affaires des offices et société d'Etat | 84

B- Point sur les subventions accordées aux offices et société d'Etat | 85

X- NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES MINISTERES **89**

XI- PRESENTATION DES DONNES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE **173**

Conclusion 175

Liste des tableaux

Tableau 1	Hypothèses macro-économiques de départ et résultats réels obtenus (estimations) pour l'année 2020
Tableau 2	Réalisation des recettes fiscales en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 3	Réalisation des recettes non fiscales en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 4	Réalisation des autres recettes budgétaires en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 5	Exécution des dépenses ordinaires en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 6	Exécution des dépenses d'investissement en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 7	Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 8	Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2020 (en FCFA)
Tableau 9	Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 10	Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 11	Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 12	Evolution de l'encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d'endettement public entre 2019 et 2020
Tableau 13	Service assuré de la dette publique en 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 14	Point des nouveaux engagements en devises en 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 15	Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 16	Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2020
Tableau 17	Présentation de l'exécution de la Loi de Finances 2020 par classifications administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)
Tableau 18	Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2020 par fonction (en millions de FCFA)
Tableau 19	Exécution des dépenses pro-pauvres en 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 20	Exécution du FADeC non Affecté au titre de 2019 et de 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 21	Exécution du FADeC-Affecté au titre de 2019 et de 2020 (en millions de FCFA)
Tableau 22	Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2018 à 2020
Tableau 23	Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2020 (en FCFA)

Liste des figures

Figure 1 Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2020 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)

Figure 2 Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2020 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)

Figure 3 Évolution des chiffres d'affaire des sociétés et offices d'État de entre 2018 et 2020 (millions FCFA)

Figure 4 Evolution des subventions d'exploitation des établissements publics de 2018 à 2020 (millions FCFA)

Figure 5 Subvention d'investissement des établissements publics de 2018 à 2020 (millions FCFA)

Figure 6 Evolution des impôts et taxes versées par les sociétés et offices d'État de 2018 à 2020 (millions FCFA)

Figure7 Evolution des dividendes versées par les sociétés à l'État sur la période 2018-2020 (millions FCFA)

Introduction

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2020, en dépit de la double crise sanitaire et économique née de la pandémie de la COVID-19, a été favorable aussi bien à la collecte des ressources qu'à la consommation des crédits, notamment ceux d'investissements et de transferts aux ménages.

Le présent rapport dont l'objectif est de satisfaire aux attentes légitimes de reddition de comptes aux citoyens, contribuables et bénéficiaires des interventions publiques, trouve juridiquement son fondement dans le décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin, notamment en ses articles 46 et 55, même si sa production est fortement recommandée par les institutions financières internationales.

Il présente un contenu enrichi qui apporte, à titre illustratif et à travers onze (11) sections, des éléments de réponse à tous les besoins d'informations et de données exprimés par les acteurs de la société civile, les élus locaux, les groupes non organisés et les partenaires techniques et financiers lors du séminaire national de formation sur le processus budgétaire et le décryptage du contenu de la loi de finances de l'année organisé en mai 2019 à Cotonou.

Section **n°1**	rappelle le cadre macro-économique et présente la situation (estimation) des principaux indicateurs macroéconomiques à l'atterrissage en comparaison aux projections faites en début d'année.
Section **n°2**	consolide les informations sur le financement des dépenses de l'Etat en 2020. Elle comprend l'analyse du comportement des différents droits et taxes pendant l'année 2020 et compare la performance de l'année 2020 à celle de l'année 2019.
Section **n°3**	fait le point commenté sur l'exécution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement des administrations publiques pour l'année 2020 tout en mettant en relief les ajustements intervenus en cours d'année dans les budgets des ministères dépensiers.
Section **n°4**	présente le déficit budgétaire et retrace le niveau de mobilisation des ressources et d'exécution des charges de trésorerie.
Section **n°5**	traite fondamentalement, quant à elle, de la dette publique, de sa composition et des indicateurs clés du portefeuille de la dette publique (dette intérieure et extérieure) à fin 2020.
Section **n°6**	se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les quatre (04) classifications internationales (administrative, économique, programmatique et fonctionnelle).
Section **n°7**	présente les politiques destinées directement aux populations les plus pauvres du pays et leur niveau d'exécution au cours de l'année 2020.
Section **n°8**	présente l'exécution des ressources transférées aux collectivités locales (FADeC non affecté et FADeC affecté).
Section **n°9**	présente la situation financière des offices et sociétés d'Etat sur la période 2018-2020.
Section **n°10**	renseigne sur l'exécution des politiques publiques et l'atteinte des objectifs de performance des ministères (synthèse des grandes réalisations et niveau des indicateurs de performance des programmes budgétaires).
Section **n°11**	présente les données du présent rapport dans une version lisible par machine.

I.

BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN

Cette partie du rapport présente, dans un premier temps, la situation (estmation) des principaux indicateurs macro-économiques en comparaison aux projections faites en début d'année ainsi que celles actualisées. En un second temps, elle est consacrée à l'analyse des écarts entre prévisions initiales ou actualisées et les estimations des résultats obtenus sur la période sous revue.

A PRÉSENTATION DES DIFFÉRENCES ENTRE HYPOTHÈSES MACRO-ÉCONOMIQUES INITIALES ET RÉSULTATS RÉELS (ESTIMATIONS)

Les principales hypothèses macro-économiques et les résultats obtenus sont consignés dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Hypothèses macro-économiques de départ et résultats réels obtenus (estimations) pour l'année 2020

Agrégats macro-économiques	2016	2017	2018	2019	2020			Ecart (C)-(B)	Appréciation de l'écart
					Prévisions initiales[1] (A)	Prévisions actualisées[2] (B)	Estimations 2020[3] (C)		
Taux de croissance (%)	3,3	5,7	6,7	6,9	7,6	2,3	3,8	1,5	Performance
Croissance secteur primaire (%)	9,0	7,6	7,3	5,2	7,7	2,9	1,8	-1,1	Contreperformance
Croissance secteur secondaire (%)	0,9	0,5	4,8	13,6	13,5	6,4	5,2	-1,2	Contreperformance
Croissance secteur tertiaire (%)	1,9	5,5	5,7	5,2	5,1	0,2	4,9	4,7	Performance
Taux d'inflation (%)	-0,8	1,8	0,8	-0,9	0,6	2,8	3,0	0,2	Performance
Balance commerciale en % du PIB	-4,4	-5,5	-5,8	5,0	-7,1	-5,5	-5,2	0,3	Performance
Balance courante en % du PIB (-=déficit)	-3	-4,2	-4,5	-4,0	-6,3	-4,6	-3,8	0,8	Performance
Balance globale en % du PIB	-2,3	-1,6	2,5	0,5	0,5	0,8	0,8	0	Performance
Investissement en % du PIB	20,3	24,0	26,4	25,6	28,2	21,3	25,6	4,3	Performance

[1]Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022 (Annexe), décembre 2019, Pages 26, 31 et 32
https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2019/01/Annexe-au-DPBEP-2019-2021.pdf
[2]Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023 (Annexe), octobre 2020, Pages 33 et 38
https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2018/12/ANNEXES_DPBEP_2020-2022-_20_06_19_Final_01h08.pdf
[3]Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2022-2024 (Annexe), mai 2021.

Agrégats macro-économiques	2016	2017	2018	2019	2020			Ecart (C)-(B)	Appréciation de l'écart
					Prévisions initiales[1] (A)	Prévisions actualisées[2] (B)	Estimations 2020[3] (C)		
Investissement public en % du PIB	4,3	4,3	4,1	2,6	5,5	6,3	4,6	-1,7	Contreperformance
Encours de la dette publique en % du PIB	35,9	39,7	41,1	41,2	38,7	46,1	46,1	0	Performance
Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-4,4	-4,3	-2,9	-0,5	-1,8	-5,1	-4,7	0,4	Performance
Taux de pression fiscale	9,2	9,7	10,3	10,6	11,2	9,4	10,5	1,1	Performance

B DISCUSSION NARRATIVE DES ÉCARTS DE RÉALISATION

Bien qu'étant en net ralentissement par rapport à la prévision initiale de 7,6%, le taux de croissance économique estimé à 3,8% est largement supérieur aux prévisions révisées de 2,3%.

L'écart positif de +1,5 point de pourcentage s'explique principalement par la stratégie innovante de gestion de la pandémie, d'une part, et par la reprise rapide de l'activité économique au second semestre, d'autre part.
En effet, contrairement à la plupart des pays, le Bénin a adopté une stratégie de gestion innovante de la pandémie, caractérisée par la protection aussi bien des personnes que des affaires. Cette stratégie a significativement contribué à amoindrir les effets de la pandémie sur l'économie nationale.
De même, alors que les prévisions de trafic au Port de Cotonou tablaient sur une baisse du trafic total de l'ordre de 16%, le dynamisme de la reprise de l'économie au deuxième semestre a abouti à un niveau de trafic proche de celui de 2019 (seulement 2% de baisse par rapport à 2019). Il en a résulté, une évolution meilleure que prévue des différentes branches de service.
Globalement, la hausse du niveau de richesse, malgré le contexte de pandémie, est principalement imputable à :

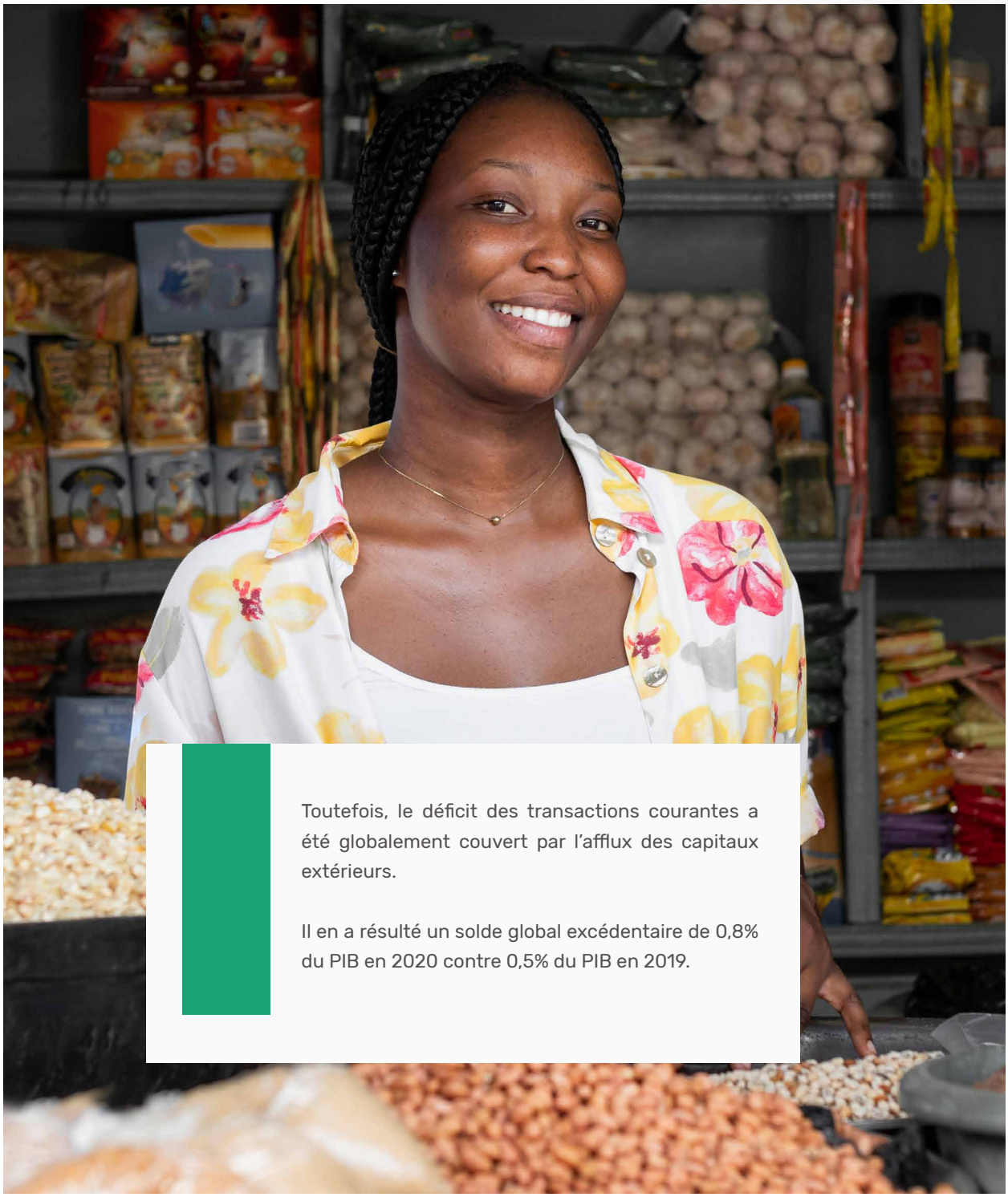
- l'amélioration de la production agricole, notamment le coton ;
- la hausse de l'activité d'égrenage, en lien avec l'augmentation de la production du coton au cours de la campagne 2019/2020 ;
- les effets induits sur l'économie de la mise en service, en août 2019, de la nouvelle centrale électrique de Maria-Gléta 2 ;
- la résilience des activités de service aux effets de la pandémie de la COVID-19 et à la fermeture des frontières du Nigéria ;
- les effets des réformes de l'administration fiscale, qui ont abouti à un dépassement des prévisions de recettes pré-covid-19.

S'agissant des prix, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, s'est établi à 3,0% en 2020 sur une prévision initiale de 0,6% et une prévision révisée de 2,8%.

La hausse du niveau général des prix (**0,2 point de pourcentage** par rapport à la prévision actualisée et de **+3,9 points de pourcentage** par rapport à 2019) est due, d'une part, à une baisse de l'offre et, d'autre part, à une pression sur la demande nationale de produits agricoles en provenance de certains pays de la sous-région. La baisse de l'offre est le résultat de la fermeture des frontières de plusieurs pays partenaires. En ce qui concerne la pression sur la demande nationale en provenance de certains pays de la sous-région, elle fait suite à une campagne agricole décevante dans ces pays. Globalement, l'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États membres de l'UEMOA.

Au plan des échanges extérieurs, la situation du commerce des biens et services du Bénin avec le Reste du Monde est ressortie déficitaire sur la période 2018-2020, comme les années précédentes. Spécifiquement, le déficit s'est établi à 5,2% du PIB en 2020 **(en amélioration de 0,3 points de pourcentage par rapport à la prévision actualisée)**, en raison de l'accroissement plus que prévu des exportations en dépit de la prépondérance des importations sur les exportations.

A l'instar de la balance commerciale, le solde courant de la balance des paiements, également structurellement déficitaire, se situerait à -3,8% du PIB en 2020 contre une prévision révisée de -4,6% du PIB.



Toutefois, le déficit des transactions courantes a été globalement couvert par l'afflux des capitaux extérieurs.

Il en a résulté un solde global excédentaire de 0,8% du PIB en 2020 contre 0,5% du PIB en 2019.

II.
ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2020

Les recettes du budget de l'Etat comprennent des produits issus :

- des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) ;
- du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres budgets;
- des comptes d'affectations spéciales ;
- des autres recettes (dons budgétaires et fonds de concours et recettes assimilées).

A fin décembre 2020, les produits de recettes budgétaires se chiffrent à **1 324 688,6 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 106,3% des prévisions annuelles actualisées de 1 246 685,9 millions de FCFA**. En glissement annuel, il est enregistré une hausse de **103 056,5 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2019 qui ressortaient à **1 221 632,1 millions de FCFA**, soit un taux d'accroissement de **8,4%**.

La nette amélioration enregistrée en 2020 dans le recouvrement des recettes totales (**+6,3 points de pourcentage** par rapport à la prévision actualisée et **+8,4%** par rapport à 2019) vient des bonnes performances globales des régies financières, portées par les réformes entreprises déjà au début du quinquennat 2016-2021 et la résilience de l'économie nationale face aux différents chocs.

1 324 688,6 millions de FCFA,

A PRÉSENTATION DES RECETTES FISCALES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION

1. RÉALISATION DES RECETTES FISCALES BRUTES

Les recettes fiscales brutes regroupent les produits de recettes de l'administration des Impôts et ceux des services de la Douane hors les produits de vente, les amendes et confiscations douanières.

A la fin de l'année 2020, lesdites recettes ont été recouvrées pour un montant global de **971 030,0 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **114,9% des objectifs annuels révisés**. En glissement annuel, les recettes fiscales ont connu une augmentation de **49 574,1 millions FCFA** par rapport aux réalisations de 2019 chiffrées à 921 455,9 millions FCFA. Elles sont en hausse de **5,4%**.

Le développement des produits de recettes recouvrées, par régie et par source en 2020, au titre des recettes fiscales est présenté dans le tableau 2 ci-après :

Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
Total DGDDI	**436 500**	**384 270,0**	**88,0**	**328 500**	**355 588,0**	**108,2**	**-28 682,0**	**-7,5**
I- Recettes fiscales	**433 000**	**380 466,0**	**87,9**	**325 000**	**350 427,0**	**107,8**	**-30 039,0**	**-7,9**
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	187 530	172 942,0	92,2	139 697	164 985,0	118,1	-7 957,0	-4,6
2- Droits et taxes à l'importation (Droit de douane, redevance informatique, taxe sur la circulation des véhicules, taxe hydrocarbures, redevance statistique, ajustement, sécurité et assainissement, etc.)	201 109	162 883,0	81,0	152 056	151 169,0	99,4	-11 714,0	-7,2

Nature des recettes budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
3- Droits et taxes à l'exportation (Taxe spécifique réexportation, contribution à la recherche agricole, etc.)	10 925	12 649,0	115,8	8 058	12 293,0	152,6	-356,0	-2,8
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	33 436	31 992,0	95,7	25 190	21 980,0	87,3	-10 012,0	-31,3
II-Recettes non fiscales (Produits vente douane, amendes et confiscations douanières brute, etc.)	3 500	3 804,0	108,7	3 500	5 161,0	147,5	1 357,0	35,7

Direction Générale des Impôts (DGI)

Nature des recettes budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Total DGI	**502 600**	**540 989,9**	**107,6**	**520 100**	**620 603,0**	**119,3**	**79 613,1**	**14,7**
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	154 129	164 586,4	106,8	177 640	204 204,4	115,0	39 618,0	24,1
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	74 980	79 967,2	106,7	73 371	88 893,3	121,2	8 926,1	11,2
3- Impôts sur les Biens et Services	268 192	280 450,0	104,6	259 289	311 651,3	120,2	31 201,3	11,1
4- Impôts sur la Propriété	1 300	10 617,8	816,8	6 778	10 359,6	152,8	-258,2	-2,4
5- Autres Recettes Fiscales	4 000	5 368,5	134,2	3 022	5 494,4	181,8	125,9	2,3
Total recettes DGDDI+DGI	**939 100**	**925 259,9**	**98,5**	**848 600**	**976 191,0**	**115,0**	**50 931,1**	**5,5**
Total recettes fiscales brutes	**935 600**	**921 455,9**	**98,5**	**845 100**	**971 030,0**	**114,9**	**49 574,1**	**5,4**

Source: *DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020.*

2. DISCUSSION NARRATIVE DES ÉCARTS DE RÉALISATION DES RECETTES FISCALES PAR RÉGIE

Au niveau des services douaniers, les réalisations des produits de recettes en 2020 dépassent largement les objectifs annuels actualisés **(+8,2 points de pourcentage par rapport au niveau prévisionnel)**, quoiqu'en baisse de 7,5% par rapport au volume atteint en 2019.

La bonne performance dans le recouvrement des produits de recettes de la douane est portée par la poursuite de la mise en œuvre de certaines actions dont, entre autres :

1. la poursuite des actions de lutte contre la fraude ;
2. la mise à la consommation de toutes les marchandises en entrepôt et dont le séjour dépasse le délai réglementaire de deux ans maximum ;
3. la meilleure prise en charge des marchandises au niveau de toutes les frontières ;
4. la poursuite des mesures visant à recouvrer les déclarations liquidées non payées ;
5. l'inventaire des marchandises frappées de dépôt et leur vente aux enchères ;
6. la régularisation des dossiers relatifs aux enlèvements directs ; etc.

De manière illustrative, les articles dont les produits de recettes ont connu une amélioration sont notamment :

les hydrocarbures — 40%

les téléphones cellulaires — 87%

le fer à béton — 65%

les bitumes — 86%

N'eurent été les difficultés d'échanges commerciaux aux niveaux mondial et régional, dues pour une grande part aux implications de la crise née de la COVID-19, le niveau de mobilisation des recettes douanières serait nettement amélioré par rapport à l'année 2019.

En termes de perspectives pour la gestion budgétaire 2021 en vue d'une meilleure performance par rapport à l'année 2020, la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects se propose de poursuivre :

(i)
l'assainissement de l'environnement des formalités de dédouanement par des réformes institutionnelles et informatiques telles que l'amélioration des contrôles de cohérence au niveau des avis sur la valeur en Douane, la mise en œuvre et la généralisation du Guichet Unique de Commerce Extérieur (GUCE), le renforcement de capacité des acteurs après la migration de toutes les unités douanières au SYDONIA WORD ;

(ii)
les mesures incitatives et de facilitation comme le programme des Opérateurs Economiques Agréés, la réduction des droits et taxes de mise à la consommation des véhicules d'occasion ainsi que le projet de réduction des droits et taxes sur certains produits de grande consommation et sur la réexportation du riz vers le Niger, etc.

S'agissant des recettes des services des impôts, leur niveau de mobilisation s'inscrit dans une dynamique positive et a atteint à **119,3%** des prévisions annuelles actualisées de 520 100 millions de FCFA.

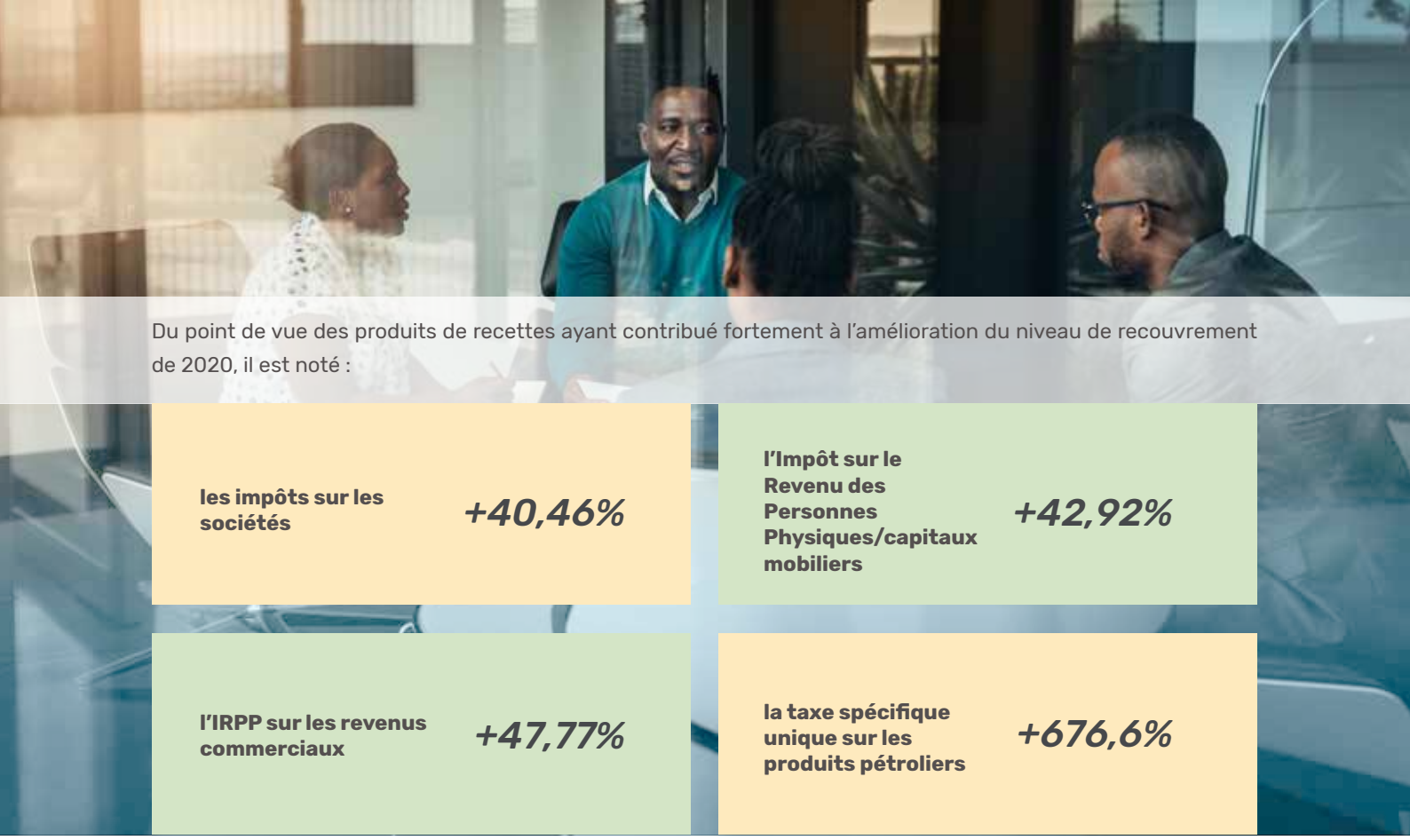
L'écart positif enregistré à fin décembre 2020 (**+19,3 points de pourcentage** par rapport aux attentes et **+14,7%** par rapport aux réalisations de l'année 2019) résulte des effets positifs induits par les nombreuses réformes engagées au début de l'année 2016 et qui se sont renforcées au cours du quinquennat 2016-2021 dans le domaine de la densification de la matière imposable et de la sécurisation des impôts payés. Entre autres actions de réformes, il y a :

(i)
la mise en exploitation de la plateforme d'échanges de données entre la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale du Budget ;

(ii)
la mise en place des Machines Electroniques Certifiées de Facturation (MECeF) pour une meilleure collecte de la TVA

(iii)
la mise en œuvre des télé procédures ;

(iv)
l'introduction de nouveaux impôts et taxes notamment la contribution sur les ventes des services de communication électronique sur les réseaux ouverts au public, la taxe pour le développement du sport, etc.



Du point de vue des produits de recettes ayant contribué fortement à l'amélioration du niveau de recouvrement de 2020, il est noté :

les impôts sur les sociétés	***+40,46%***
l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques/capitaux mobiliers	***+42,92%***
l'IRPP sur les revenus commerciaux	***+47,77%***
la taxe spécifique unique sur les produits pétroliers	***+676,6%***
la taxe sur la valeur ajoutée intérieure	***+2,83%***
l'IRPP sur salaires privés	***+10,67%***
sur salaires civils	***+11,59%***

B PRÉSENTATION DES RECETTES NON FISCALES ET **JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION**

Les recettes non fiscales sont constituées des recettes de l'administration du Trésor et des produits issus des services de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Fonds National des Retraites du Bénin.

Le niveau détaillé de recouvrement des recettes non fiscales ainsi que l'analyse des performances notées sont présentés comme ci-après

1. RÉALISATION DES RECETTES NON FISCALES

A fin 2020, les recettes non fiscales ont été mobilisées pour **193 576,9 millions de FCFA**, soit **114,7%** des prévisions annuelles révisées. Comparées aux réalisations de l'année 2019, lesdits produits de recettes sont en baisse de **0,6%**.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les niveaux de réalisation par source de recettes non fiscales.

Tableau 3 : Réalisation des recettes non fiscales en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
Recettes non fiscales DGDDI	**3 500**	**3 804,0**	**108,7**	**3 500**	**5 161,0**	**147,5**	**1 357,0**	**35,7**
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)								
Total DGTCP	**115 580**	**135 734,5**	**117,4**	**104 000**	**127 937,2**	**123,0**	**-7 797,3**	**-5,7**
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	2 083	1 176,0	56,5	2 024	1 819,4	89,9	643,4	54,7
2- Droits et Frais Administratifs	4 741	6 646,1	140,2	5 615	6 312,5	112,4	-333,6	-5,0
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	190	2 460,1	1 294,8	683	385,5	56,4	-2 074,6	-84,3
4- Produits Financiers	8 500	7 938,5	93,4	11 256	13 454,3	119,5	5 515,8	69,5
5- Autres Recettes Non Fiscales	58 664	54 056,5	92,1	51 776	71 371,6	137,8	17 315,1	32,0
6- Recettes Exceptionnelles	41 402	63 457,3	153,3	32 646	34 593,9	106,0	-28 863,4	-45,5
Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)								
Total ANDF	**5 000**	**1 883,0**	**37,7**	**3 000**	**2 500,2**	**83,3**	**617,2**	**32,8**
Fonds Nationale des Retraites du Bénin (FNRB) et autres organismes publics								
Total FNRB+CAA	**55 000**	**53 277,1**	**96,9**	**58 269**	**57 978,5**	**99,5**	**4 701,3**	**8,8**
1- FNRB	51 000	43 119,9	84,5	52 269	47 299,5	90,5	4 179,6	9,7
2- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	4 000	10 157,2	253,9	6 000	10 679,0	178,0	521,8	5,1
Total recettes non fiscales	**179 080**	**194 698,6**	**108,7**	**168 769**	**193 576,9**	**114,7**	**-1 121,7**	**-0,6**

Source: *DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020*

2. DISCUSSION NARRATIVE DES ÉCARTS DE RÉALISATION DES RECETTES NON FISCALES

Au niveau de la DGTCP, le niveau de recouvrement des recettes par l'administration du Trésor Public a atteint **123,0%** sur une prévision annuelle de 104 000 millions de FCFA en 2020.
La bonne performance ainsi enregistrée dans le recouvrement des recettes du Trésor **(+23,0 points de pourcentage)** est atteinte grâce notamment au bon rendement des recettes exceptionnelles (105,97%) ; des droits et frais administratifs (112,42%) ; des produits financiers (119,53%) ; des autres recettes non fiscales (137,85%) ; des autres produits divers (11 925,08%), etc.

En glissement annuel, la contreperformance (-0,6%) observée est induite, en partie, par les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les activités de certains redevables du Trésor public, notamment les compagnies aériennes.
Dans le secteur de la fiscalité foncière, les recettes du domaine et du foncier comprennent les frais de mutation et d'états descriptifs, les frais de duplicata, les frais d'attestation et les débours pour la délivrance des Titres Fonciers. Elles ressortent à **83,3% de la prévision annuelle de 3 000 millions de FCFA**. Elles sont en amélioration de 32,8% par rapport au niveau de l'année 2019.
L'amélioration s'explique par l'engouement induit par la baisse des tarifs (frais de mutation, frais d'attestation de confirmation, frais de délivrance de duplicata, frais de délivrance d'états descriptifs) des prestations de l'Agence.

Ces produits intègrent les débours qui représentent des provisions que constituent les requérants pour assurer les frais de bornages contradictoires dans le cadre des opérations de confirmation de droits (factures des géomètres, frais liés à la publication au journal Officiel, affichage à la Mairie et au tribunal).

S'agissant du FNRB, quoique les objectifs annuels n'aient pas été atteints en 2020 (**-9,5 points de pourcentage**), les recettes mobilisées sont **en hausse de 4 179,6 millions de FCFA** par rapport à leur niveau de 2019.

Cette évolution positive de 9,7% observée est liée aux effets induits des paiements de rappels sur salaires et des glissements catégoriels sur les cotisations des affiliés.

En ce qui concerne la CAA, le niveau de mobilisation des recettes est largement au-dessus des attentes (**+178,0% des objectifs annuels**).
L'écart positif de **78 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle révisée** est lié aux résultats des mesures déjà prises au début du second semestre pour le renforcement de l'efficacité du mécanisme mis en place à la CAA pour le recouvrement des prêts rétrocédés, avalisés et bonifiés.

C PRÉSENTATION DES AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION

Les autres recettes budgétaires regroupent les produits des comptes d'affectation spéciale (Opérations Militaires à l'Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l'Education (PME), les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

1. RÉALISATION DES AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES

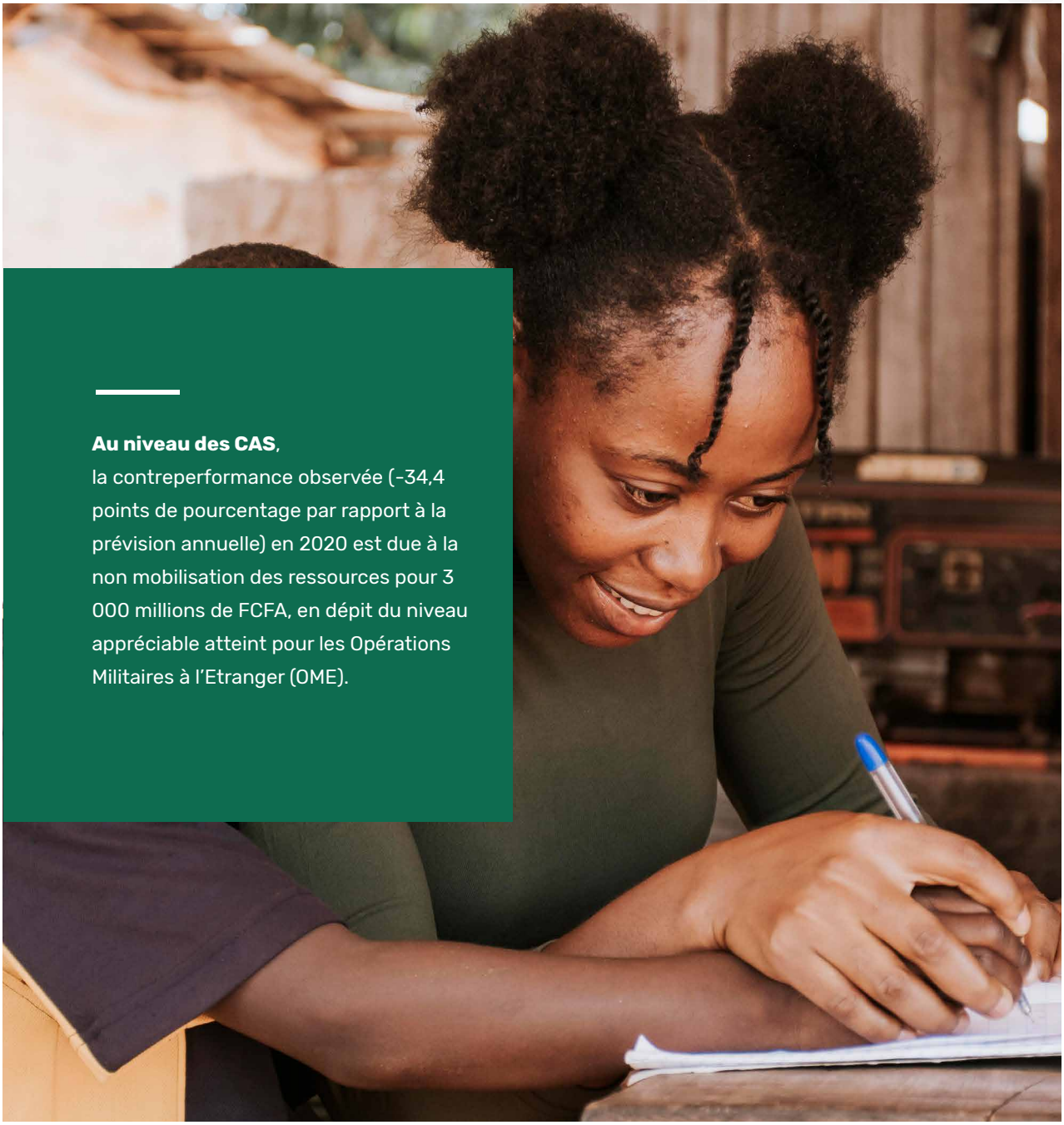
Les ''autres recettes budgétaires'' ont atteint en 2020, un niveau de mobilisation de **160 081,8 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 232 817 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de **68,8%**.
Le tableau n°4, ci-après, présente le détail de leur niveau de mobilisation.

Tableau 4 : Réalisation des autres recettes budgétaires en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)								
Total CAS	**16 000**	**7 811,2**	**48,8**	**12 000**	**7 868,9**	**65,6**	**57,7**	**0,7**
1- Opérations Militaires à l'Etranger (OME)	16 000	7 811,2	48,8	9 000	7 868,9	87,4	57,7	0,7
2- Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	0	0,0	-	3 000	0,0	0,0	0,0	-
Autres ressources								
Total autres ressources	**81 222**	**97 666,4**	**120,2**	**220 817**	**152 212,9**	**68,9**	**54 546,5**	**55,8**
1- Dons budgétaires	13 700	30 823,9	225,0	68 800	105 310,9	153,1	74 487,0	241,7
2- Fonds de concours et recettes assimilées	67 522	66 842,5	99,0	152 017	46 902,0	30,9	-19 940,5	-29,8
Total autres recettes budgétaires	**97 222**	**105 477,6**	**108,5**	**232 817**	**160 081,8**	**68,8**	**54 604,2**	**51,8**

Source: *DBG, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020.*

2. DISCUSSION NARRATIVE DES ÉCARTS DE RÉALISATION DES AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES



Au niveau des CAS, la contreperformance observée (-34,4 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle) en 2020 est due à la non mobilisation des ressources pour 3 000 millions de FCFA, en dépit du niveau appréciable atteint pour les Opérations Militaires à l'Etranger (OME).

Quant aux dons budgétaires et produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées, ils s'établissent à **152 212,9 millions de FCFA**, soit **68,9%** des prévisions annuelles. Ce niveau est porté par le fort taux de 153,1% enregistré pour les dons budgétaires traduisant ainsi l'appui des partenaires aux pays dans la gestion de la double crise économique et sociale, née de la pandémie de la COVID-19.

III.

ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2020

Depuis 2016, la priorité du Gouvernement, au plan budgétaire, demeure l'assainissement des finances publiques avec pour finalité l'efficacité de la politique économique et sociale. La politique budgétaire de l'Etat pour l'année 2020, notamment l'exécution des dépenses budgétaires est marquée par :

- la poursuite de l'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes ;
- l'encadrement des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel) ;
- l'accroissement des crédits d'investissement, en l'occurrence dans les secteurs prioritaires comme **l'eau et l'énergie, le tourisme, le cadre de vie, la sécurité publique, l'éducation, la santé et la protection sociale, l'agriculture, les infrastructures productives et le numérique,** etc.

En termes d'exécution et globalement, la consommation des dépenses budgétaires pour l'année 2020 a atteint **1 661 311,3 millions de FCFA** en engagement et **1 622 310,1 millions de FCFA** en ordonnancement, soit respectivement un taux de 97,8% et 95,5% des prévisions annuelles actualisées de 2 167 099,0 millions de FCFA.

En rapportant aux prévisions pré-COVID-19 de 1 486 900 millions de FCFA, les dépenses budgétaires ont été engagées et ordonnancées, respectivement, à hauteur de 111,7% et 109,1%.

A SITUATION D'EXÉCUTION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.

1. DÉPENSES ORDINAIRES

Les dépenses ordinaires comprennent, entre autres, les dépenses de personnel, les paiements des intérêts sur la dette publique, les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses de transfert.

Pour l'année budgétaire 2020, lesdites dépenses sont engagées à **934 149,3 millions de FCFA**. Elles représentent ainsi 104,3% des prévisions initiales pré-COVID-19 de 895 900 millions de FCFA et 90,1% des prévisions révisées de 1 036 224,0 millions de FCFA.

En glissement annuel, les dépenses ordinaires ont connu une progression, base engagement, de **20,4% par rapport à 2019** où elles étaient exécutées à 775 568,5 millions de FCFA.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de l'exécution des **dépenses ordinaires** (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) entre 2019 et 2020.

Tableau 5 : Exécution des dépenses ordinaires en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Engag	Taux (%)	Prév.	Engag	Taux (%)		
Dépenses de personnel	374 750	367 036,6	97,9	393 800	396 679,0	100,7	29 642,4	8,1
Charges financières de la dette	153 900	139 372,7	90,6	189 300	176 282,9	93,1	36 910,2	26,5
• *Dette intérieure*	268 192	280 450,0	104,6	259 289	311 651,3	120,2	31 201,3	11,1
• *Dette extérieure*	32 000	32 575,8	101,8	86 900	70 550,9	81,2	37 975,1	116,6
Dépenses d'acquisitions de biens et services	94 722	94 700,0	100,0	187 980	104 435,3	55,6	9 735,3	10,3
Dépenses de transfert	201 117	174 459,2	86,7	265 144	256 752,0	96,8	82 292,8	47,2
• *Subventions d'exploitation*	77 076	68 494,8	88,9	78 566	81 016,3	103,1	12 521,5	18,3
• *Transferts courants*	124 041	105 964,4	85,4	186 578	175 735,7	94,2	69 771,3	65,8
TOTAL GENERAL	**824 489**	**775568,5**	**94,1**	**1036224**	**934149,3**	**90,1**	**158580,8**	**20,4**

Source: *DBG, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020.*

2. DISCUSSIONS NARRATIVES SUR L'EXÉCUTION DES DÉPENSES ORDINAIRES

Au niveau des charges de personnel, leur quasi-couverture dans la limite des attentes en 2020 (**+0,7 point de pourcentage** par rapport à la prévision annuelle révisée) est le résultat de nombreuses mesures engagées depuis 2016 pour assurer/garantir la bonne prévisibilité et sincérité de la masse salariale à travers :

1. la production et le traitement, chaque année, des états d'effectifs du personnel des Ministères et Institutions de l'Etat à partir du logiciel WinEffect pour permettre de disposer d'informations fiables nécessaires à la prise de décision ;
2. l'intégration des dépenses de personnel dans le processus de discussion budgétaire (Cette initiative vise à inscrire la masse salariale dans une dynamique pluriannuelle afin de définir une trajectoire soutenable à moyen terme) ;
3. les recensements périodiques et ciblés ;
4. la conciliation du fichier des personnels et des fichiers de la solde : intégration des systèmes « SUNKWE » et « FUR » pour l'assainissement du fichier des Agents de l'Etat.

Par ailleurs, la bonne maîtrise dans la consommation découle des effets positifs induits par les réformes telles que :

1. la bancarisation des services de l'Etat (primes des fonctionnaires, salaires des agents en postes diplomatiques et consulaires, salaires du personnel militaire, pensions d'au moins 50 000 FCFA, bourses des étudiants, etc.)
2. la mise en œuvre dès 2019 de l'encadrement des rémunérations dans les Etablissements Publics à caractère Administratif et autres offices d'Etat, notamment la fixation d'un plafond de ressources à affecter aux dépenses de personnel dans les subventions accordées par l'Etat.

Cependant, la hausse enregistrée dans la consommation des crédits de personnel de **8,1% par rapport à 2019** est, entre autres, en lien avec la prise des décisions du Gouvernement en cours de gestion pour l'augmentation de l'enveloppe financière initiale destinée au paiement des dettes sociales, notamment les arriérés de salaires et enfin en lien avec l'effet Equivalent Temps Plein (ETP) des recrutements effectués en 2019 et 2020 au profit des secteurs (forces de sécurité, justice, etc.)

S'agissant des charges de la dette publique, bien que leur exécution ne se soit pas établie à 100% des prévisions en 2020 tout comme 2019, elles restent néanmoins conformes au calendrier de remboursement du service de la dette publique.

Au niveau des dépenses d'acquisitions de biens et services (achats de biens et services, acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier), quoiqu'en-dessous de leur niveau prévisionnel de 2020, lesdites dépenses sont en hausse de **10,3%** par rapport 2019. Cette progression est portée par,

d'une part, la régularisation des dépenses exécutées en anticipation en 2019 sur les crédits du budget 2020 dans certains ministères en application des dispositions de la loi de finances et d'autre part, l'urgence de la prise des mesures barrières de riposte contre la pandémie de la COVID-19 (acquisitions de matériel de protection : dispositifs de lavage des mains, des masques, etc.).

"

Quant aux dépenses de transfert (subventions d'exploitation et transferts courants), *en dépit de l'écart négatif de* ***3,2 points de pourcentage*** *par rapport à la prévision annuelle révisée de 2020, elles affichent un accroissement de 47,2% par rapport à l'année précédente.*

La hausse en glissement annuel est tirée principalement par la progression de 65,8% des transferts courants qui sont dédiés, entre autres, à :

- ***(i)*** *la prise en charge des mesures de soutien aux entreprises formelles et aux citoyens dans les secteurs de l'artisanat, de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme, des agences de voyage, etc. touchés par les effets de la COVID-19 ;*
- ***(ii)*** *la subvention universelle des prix en ce qui concerne la consommation de l'énergie électrique pour toute la population pour une durée de huit (08) mois*
- ***(iii)*** *la consolidation des acquis des mesures sociales et leur mise en œuvre effective, lesquelles portent notamment sur le programme national d'alimentation scolaire intégré, le paiement des frais de scolarité des écoliers et élèves, la prise en charge des frais de la gratuité de la césarienne et autres mesures de gratuité en cours dans le secteur de la santé, la mise en œuvre du projet Assurance Maladie pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH).*

3. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Pour rendre l'économie nationale plus résiliente aux chocs et affermir la courbe du taux de croissance économique aux fins de l'amélioration du bien-être pour tous, le Gouvernement a fait des investissements, depuis 2016, une priorité dans la conduite de la politique budgétaire. Cette volonté du Gouvernement d'engager la transformation structurelle de l'économie, conformément à son programme d'actions sur le quinquennat 2016-2021 s'est traduite par la réalisation des investissements dans plusieurs secteurs importants comme :

01 les infrastructures routières ;

02 l'énergie et l'eau ;

03 l'assainissement du cadre de vie ;

04 l'économie numérique et la digitalisation ;

05 le tourisme ;

06 l'agriculture ;

Pour l'année 2020, lesdites dépenses d'investissements ont été engagées à hauteur de **630 945,1 millions de FCFA**. Elles représentent un taux de 129% des objectifs pré-COVID-19 de 485 500 millions de FCFA et **113,3%** de la prévision annuelle révisée de 556 765 millions de FCFA.

Globalement, l'exécution des dépenses en capital, au-delà des prévisions annuelles, est induite par l'accélération des calendriers d'exécution des chantiers ouverts au titre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 et dont la plupart sont en phase d'achèvement.

En glissement annuel, les dépenses d'investissement pour 2020 sont en augmentation de 80,3% par rapport à leur niveau en 2019.
Le tableau ci-après donne les détails sur les dépenses en capital en 2020.

Tableau 6 : Exécution des dépenses d'investissement en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Engag	Taux (%)	Prév.	Engag	Taux (%)		
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	**208 800**	**234 575,4**	**112,3**	**321 806**	**364 932,2**	**113,4**	**130 356,8**	**55,6**
Financement extérieur	**231 000**	**115 372,1**	**49,9**	**234 959**	**266 012,9**	**113,2**	**150 640,8**	**130,6**
• *Prêts*	163 478	48 529,6	29,7	137 080	219 110,9	159,8	170 581,3	351,5
• *Dons*	67 522	66 842,5	99,0	97 879	46 902,0	47,9	-19 940,5	-29,8
TOTAL	**439 800**	**349 947,5**	**79,6**	**556 765**	**630 945,1**	**113,3**	**280 997,6**	**80,3**

Source: *DBG, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020.*

4. DISCUSSIONS NARRATIVES SUR L'EXÉCUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La bonne performance dans la consommation des dépenses en capital sur ressources intérieures (+13,4 points de pourcentage de l'objectif annuel) illustre davantage la nouvelle orientation de la politique budgétaire dédiée à l'accroissement du volume des investissements pour accroître le pouvoir d'achat, améliorer le bien-être des populations, dynamiser l'emploi, etc.

Les principaux secteurs qui ont porté à la hausse le niveau d'engagement des crédits d'investissement sur ressources intérieures au cours de l'année 2020 sont : ***l'eau et les mines ; le Cadre de Vie (123,1%) ; l'Energie ; la santé (181,8%) ; le tourisme et la culture (176,2%) ; les infrastructures et les transports ; les sports ;*** etc.

Pour les dépenses d'investissement sur financement extérieur, l'écart positif de **+13,2 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle** est tiré principalement par le fort taux d'exécution des prêts **(159,8%)**, en lien avec la mécanisation et le développement agricole et du maraîchage ; l'aménagement urbain et la protection côtière ; la viabilisation et la construction des logements sociaux ; l'aménagement et le bitumage des voies ; l'amélioration de l'offre énergétique et en eau potable ; les affaires sociales (volet ARCH) et la santé (riposte à la COVID-19, conception et construction du CHU d'Abomey-Calavi) ; etc.

B SITUATION D'EXÉCUTION DES CHARGES DE PENSION ET DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FNRB

Les dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) sont constituées des dépenses liées aux agents de l'Etat ayant fait valoir leur droit à une pension de retraite, des frais de consultation, de soins et d'hospitalisation des pensionnés et des évacués sanitaires.

Pour l'année 2020, lesdites charges sont engagées à **89 828,3 millions de FCFA**, soit un taux de 100,9% de l'objectif annuel contre **88 359,2 millions de FCFA** en 2019.

La couverture des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB au-delà des prévisions en 2020 tout comme en 2019 résulte, principalement, de la volonté du Gouvernement d'améliorer la vie des retraités et de poursuivre la mesure d'apurement des dettes relatives aux frais de consultations, d'hospitalisation et de soins des pensionnés.

C SITUATION D'EXÉCUTION DES DÉPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Pour la gestion 2020, les dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) ont été engagées à **6 388,7 millions de FCFA,** soit un taux d'engagement de 38,7% sur une prévision annuelle de 16 500 millions de FCFA.

La contreperformance constatée en 2020 (**- 61,3 points de pourcentage par rapport à la prévision et de -9,9% par rapport à 2019**) dans la consommation des crédits est largement imputable au faible taux d'engagement des crédits sur le compte Opérations Militaires à l'Extérieur et le partenariat mondial pour l'éducation.

Le détail sur l'exécution des opérations des Comptes d'Affectation Spéciale se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

Comptes	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Engag	Taux (%)	Prév.	Engag	Taux (%)		
Opérations Militaires à l'Extérieur	16 000	3 918,0	24,5	10 000	3 311,2	33,1	-606,8	-15,5
Partenariat Mondial pour l'Education	0	1 069,0		3 000	962,0	32,1	-107,0	-10,0
Compte Promotion de la Recherche Agricole	4 500	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Modernisation de l'Administration des Impôts	2 000	1 568,5	78,4	2 000	1 580,2	79,0	11,6	0,7
Prévention et Gestion des Catastrophes	802	533,9	66,6	1 500	535,3	35,7	1,4	0,3
TOTAL	23 302	7 089,4	30,4	16 500	6 388,7	38,7	-700,7	-9,9

Source: *DBG, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2020.*

D POINT SUR LES MOUVEMENTS DE CRÉDITS (RÉAFFECTATION DES FONDS ENTRE UNITÉS ADMINISTRATIVES)

En cours de gestion budgétaire 2020 à l'instar de celle de l'année 2019, les ministères et Institutions de l'Etat ont procédé à des réaffectations au sein de leurs budgets, en respect des dispositions de la loi n°2013-14 du 27 septembre 2013 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF), aux fins de mettre en cohérence avec les plans de travail annuels validés, le budget de l'Etat.

Ces réaménagements sont également facilités par les implications liées à la réponse à la pandémie COVID-19.

La situation consolidée de ces réaffectations entre services publics est consignée dans le tableau comme ci-après :

Tableau 8 : Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2020 (en FCFA)

SECTION		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépasse-ments	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	1 561 469 000	15 500 000	46 800 000				1 561 469 000
12	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 882 894 000	20 000 000	21 000 000				
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	86 318 445 000			20 003 017 184			106 321 462 184
36	MINISTERE DE LA SANTE	70 318 921 000			30 000 000 000	100 318 921 000		
38	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS	30 105 167 000			7 500 000 000			37 605 167 000
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	70 906 669 000	813 468 116					70 906 669 000
60	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	54 445 849 000			334 544 750			54 780 393 750
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	44 256 760 000	19 841 301	173 701 148				44 256 760 000
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	87 892 981 000			376 795 124			88 269 776 124

IV.
SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

A DÉFICIT **BUDGÉTAIRE**

Le solde d'exécution budgétaire pour l'année 2020, base ordonnancement, est ressorti **déficitaire de 297 621,7 millions de FCFA** contre un déficit prévisionnel de 451 802 millions de FCFA. Ce résultat illustre l'efficacité de la politique budgétaire mise en place depuis 2016.

B POINT SUR LES REMBOURSEMENTS DE LA DETTE **PUBLIQUE ANTÉRIEURE (CHARGES DE TRÉSORERIE)**

A fin 2020, le niveau de remboursement de la dette publique s'est établi à **444 064,5 millions de FCFA, soit 94,8% des prévisions de 468 610 millions de FCFA**. Il est en baisse de 103 656,2 millions de FCFA par rapport à son niveau de 2019.

Quoique le niveau d'exécution se soit établi en deçà de l'objectif annuel (**-5,2 points de pourcentage par rapport à la prévision**), il est conforme aux échéanciers de paiement des engagements financiers de l'Etat.
Le développement desdites charges est présenté dans le tableau suivant :

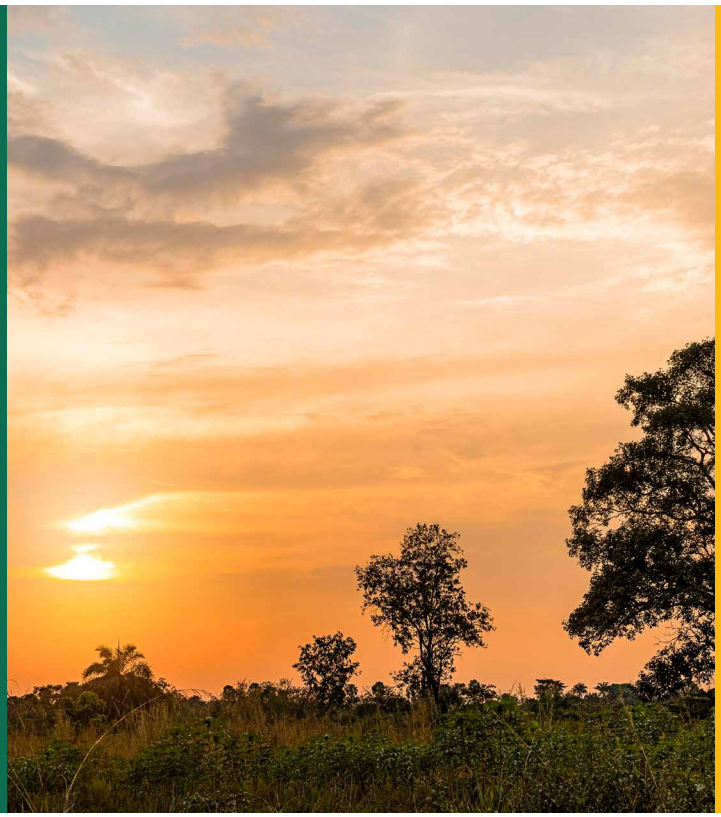
Tableau 9 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2020 (en millions de FCFA)

Nature	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
Prêts et avances	3827	0,0	0,0	5000	3112,5	62,3	3 112,5	
Amortissement emprunts obligataires	167 244	167 243,2	100,0	286 069	286 068,7	100,0	118 825,5	71,0
Amortissement tirages FMI	12 500	11 245,9	90,0	3 200	3 195,4	99,9	-8 050,5	-71,6
Amortissement emprunts bilatéral+multilatéral	38 239	41 710,5	109,1	52 671	31 853,3	60,5	-9 857,2	-23,6
Amortissement emprunts banques internationales				18 523	18 661,0	100,7	18 661,0	
Amortissement Bons du Trésor	180 112	239 258,0	132,8	21 947	21 947,0	100,0	-217 311,0	-90,8
Indemnités de vacation des enseignants	18 000	18 848,6	104,7	0,0	0,0		-18 848,6	-100,0
Amortissement dettes banques locales	74 580	59 414,5	79,7	81 200	69 226,6	85,3	9 812,1	16,5
Variation des instances de paiement	10 000	10 000,0	100,0	0	10 000,0		0,0	0,0
Total	**504 502**	**547 720,7**	**108,6**	**468 610**	**444 064,5**	**94,8**	**-103 656,2**	**-18,9**

Source: *MEF/DGB, mai 2021*

C NOUVEAUX EMPRUNTS PUBLICS POUR LE FINANCEMENT DU DÉFICIT ET LA COUVERTURE DES CHARGES DE TRÉSORERIE

Au terme de l'année 2020, le montant total des nouveaux emprunts publics contractés par l'Etat, en vue du financement des programmes et projets socioéconomiques, atteint **1 179 045,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 920 413 millions, soit un taux de mobilisation de **128,1%**. En glissement annuel, les nouveaux engagements financiers pris sont en augmentation de 543 103,9 millions de FCFA par rapport à leur niveau en 2019.



Le niveau de **mobilisation de 128,1%** est porté, principalement, par les émissions de dettes à moyen et long terme, notamment les prêts-projets (+59,8 points de pourcentage), le financement banques locales (+80,8 points de pourcentage) et les obligations du Trésor (+33 points de pourcentage).

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2019 et 2020 (en millions de FCFA)

Nature	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
Remboursements prêts et avances	137	38,6	28,2	1 900	0,0	0,0	-38,6	-100,0
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt obligataire)	243 209	93 741,8	38,5	268 000	406 325,1	151,6	312 583,3	333,5
Emprunts extérieurs (prêts projets)	45 131	33 345,5	73,9	137 080	219 110,9	159,8	185 765,4	557,1
Emprunts extérieurs (prêts pro grammes)	163 478	35 223,7	21,5	55 020	49 960,3	90,8	14 736,6	41,8
Financement banques locales	34 600	25 172,6	72,8	75 900	137 253,9	180,8	112 081,3	445,3
Tirage sur FMI	24 400	25 747,8	105,5	175 197	171 335,0	97,8	145 587,2	565,4
Autres ressources de trésorerie	397 895	191 413,0	48,1	475 316	601 385,0	126,5	409 972,0	214,2
Obligations du trésor	347 895	90 320,0	26,0	445 316	592 341,0	133,0	502 021,0	555,8
Bons du trésor	50 000	101 093,0	202,2	30 000	9 044,0	30,1	-92 049,0	-91,1
Obligation internationale	0,0	325 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-325 000,0	-100,0
Total	**665 641**	**635 941,2**	**95,5**	**920 413**	**1 179 045,1**	**128,1**	**543 103,9**	**85,4**

Source: *MEF/DGB, mai 2021*

Somme toute, la différence entre les ressources de trésorerie (1 179 045,1 millions de FCFA) et le cumul des charges de trésorerie ajoutée au déficit d'exécution budgétaire **(-297 621,7 millions de FCFA)** fait ressortir un solde global de financement excédentaire à fin décembre 2020 de **437 358,9 millions de FCFA**, relativement en hausse de 304 379,9 millions de FCFA par rapport à 2019 où il était de 132 979 millions de FCFA.

D SYNTHÈSE D'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES

Au total, sur une prévision révisée de **2 167 099 millions de FCFA**, l'exécution de la loi de finances 2020 se présente comme suit :

Tableau 11 : Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2020 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision révisée (A)	Réalisation/Exécution		Ecart (B)-(A)
		Montant (B)	Taux (%)	
Ressources	**2 167 099**	**2 503 733,7**	**115,5**	**336 634,8**
Budget de l'Etat	1 246 686	1 324 688,6	106,3	78 002,7
Ressources de trésorerie	920 413	1 179 045,1	128,1	258 632,1
Charges	**2 167 099**	**2 105 375,8**	**97,2**	**-61 723,2**
Budget de l'Etat	1 698 489	1 661 311,3	97,8	-37 177,7
Charges de trésorerie	468 610	444 064,5	94,8	-24 545,5

Source: *MEF/DGB, mai 2021*

V.
SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

Cette section du rapport de fin d'année traite des informations détaillées et nécessaires sur l'encours de la dette et sa composition, le service assuré de la dette publique, le point des nouveaux engagements, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics.

A ENCOURS DE LA DETTE ET SA COMPOSITION

L'encours de la dette publique du Bénin en 2020 d'est établi à **4 156 850 millions de FCFA**, *soit environ 7,78 milliards USD*. L'encours de la dette publique à fin décembre 2020 se réparti ainsi qu'il suit suivant le critère de la monnaie : 2 339 670 millions de FCFA (4,38 milliards USD) au titre de la dette libellée en devises et 1 817 190 millions de FCFA (3,40 milliards USD) au titre de la dette libellée en monnaie locale. La dette extérieure et la dette intérieure représentent respectivement 56% et 44% du portefeuille à fin décembre 2020, en lien avec les options de choix de financement retenus par la stratégie d'endettement 2020 et opérés par le Bénin au cours de l'année.

L'encours de la dette publique est en hausse de 680 260 millions par rapport à son niveau de 2019.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) **au 31 décembre 2020** est ressorti à **46,1%** tout comme la prévision actualisée et contre 41,2% du PIB en 2019.
En glissement annuel, **la hausse du ratio en 2020** s'explique par :

- (i) les décaissements intervenus au cours de l'année, en raison de la bonne avancée des travaux des divers projets en cours de mise en œuvre
- (ii) la double crise sanitaire et économique de la COVID-19 qui a engendré des besoins de financement additionnels imprévisibles (notamment la mise en œuvre du plan national de riposte).

N'eut été l'effet de la crise sanitaire de la COVID-19 sur les dépenses, le taux d'endettement public à fin 2020 serait ressorti à 44,7%, toutes choses étant égales par ailleurs et autour de 39,27% (soit en tendance baissière par rapport à 2019) en tenant compte des prévisions initiales de l'encours de la dette et de croissance du PIB pour l'année 2020.

Toutefois, le taux d'endettement public reste en dessous du seuil communautaire de 70% fixé pour les pays membres de l'UEMOA dans le cadre du Pacte de Convergence.

> Ce niveau maîtrisé de la dette publique reflète la bonne gestion de la dette et la marge de manœuvre d'endettement dont dispose le Bénin pour la poursuite du financement de ses projets de développement dans une démarche de préservation de la viabilité et de la soutenabilité de la dette.

Les informations essentielles sur l'encours de la dette et sa composition, le service assuré de la dette publique, le point des nouveaux engagements, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics en 2020 sont respectivement présentées comme ci-après :

Tableau 12 : Evolution de l'encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d'endettement public entre 2019 et 2020

Rubriques	2019				2020			
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim
Dette bilatérale	252 890	263 520	261 220	245 330	259 800	281 130	263 220	257 740
Dette multilatérale	1 145 110	1 206 910	1 201 580	1 150 900	1 222 010	1 258 280	1 289 770	1 436 800
Dette commerciale	290 080	311 250	283 550	296 470	352 040	395 930	412 470	317 140
Eurobond	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980
Encours dette en devises	**2 016 060**	**2 109 660**	**2 074 330**	**2 020 680**	**2 161 840**	**2 263 320**	**2 293 440**	**2 339 670**
Obligations du Trésor	1 256 440	1 289 440	1 261 940	1 190 100	1 424 700	1 529 310	1 552 600	1 496 370
Bons du Trésor	159 560	169 710	49 450	21,95	0	142 040	142 040	9 040
Autres dettes en monnaie locale	332 200	325 870	348 330	243 870	271 430	316 770	302 340	311 770
Encours dette en monnaie locale	**1 785 020**	**1 785 020**	**1 659 720**	**1 455 910**	**1 696 130**	**1 988 120**	**1 996 990**	**1 817 190**
Encours dette publique	**3 764 260**	**3 894 680**	**3 734 050**	**3 476 590**	**3 857 970**	**4 251 440**	**4 290 430**	**4 156 850**
Taux d'endettement en devises (%)	**23,91**	**25,02**	**24,60**	**23,96**	**24,61**	**25,77**	**25,95**	**25,97**
Taux d'endettement en monnaie locale (%)	**20,73**	**21,17**	**19,68**	**17,27**	**19,31**	**22,63**	**22,59**	**20,17**
Taux d'endettement public (%)	**44,64**	**44,19**	**44,28**	**41,23**	**43,92**	**48,40**	**48,54**	**46,14**

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

B SERVICE ASSURÉ DE LA DETTE PUBLIQUE

A fin 2020, le service de la dette publique a été assuré à hauteur de 604 040 millions de FCFA à moyen et long termes et de 532 millions de FCFA à court terme dans le cadre des bons COVID.

Le service de la dette à moyen et long termes se décline ainsi qu'il suit : 427 770 millions de FCFA en principal et 176 280 millions de FCFA en intérêts. Suivant le type de dette, le service de la dette à moyen et long termes se décline ainsi qu'il suit : 482 970 millions de FCFA pour la dette intérieure et 121 070 millions de FCFA pour la dette extérieure.

Tableau 13 : Service assuré de la dette publique en 2020 (en millions de FCFA)

BAILLEURS	Principal	Intérêts + Commissions	TOTAL
Dette libellée en devises			
Dette multilatérale	25 220	14 220	39 440
Dette bilatérale	6 640	7 940	14 580
Dette commerciale	18 660	48 390	67 050
Total dette extérieure	**50 520**	**70 550**	**121 070**
Dette libellée en monnaie locale (FCFA)			
Titres publics	308 020	82 140	390 160
Banques locales	69 230	23 590	92 820
Total dette intérieure	**377 250**	**105 730**	**482 980**
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**427 770**	**176 280**	**604 050**

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

C POINT DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Les nouveaux engagements[4] signés par le Bénin au 31 décembre 2020 s'élèvent à **657 990 millions de FCFA** pour les prêts libellés en devises et **247 770 millions de FCFA** pour les prêts en monnaie locale.
Les financements levés ont contribué à assurer la mise en œuvre des divers projets du Gouvernement dans les domaines de : l'eau et de l'assainissement, des infrastructures, de l'éducation, de l'énergie, de la santé, et autres mesures socio-économiques, etc.

[4]Les nouveaux engagements désignent les nouveaux accords de prêts signés par l'Etat au cours de la période sous revue. Seule la part de ces nouveaux engagements qui est décaissée est prise en compte dans le calcul de l'encours de la dette au cours d'une période donnée.

Tableau 14 : Point des nouveaux engagements en devises en 2020 (en millions de FCFA)

BAILLEURS	Montants (en devises)	Devise	Montants (en millions FCFA)	Durée (en années)	Différé (en années)	Intérêt (en %)
Banque Commerciale Internationale	175 000 000	EUR	115 000	11	2,5	4,08
Banque Commerciale Internationale	20 500 000	EUR	13 500	8,25	1,25	3,01
IDA	1 900 000	EUR	1 250	38	6	0,75
BIDC	21 100 000	USD	11 770	25	5	2,00
Banque Commerciale Internationale	9 910 000	EUR	6 500	5,67	0,67	4,41
IDA	4 800 000	EUR	3 150	58,00	6,00	0,75
AFD	40 000 000	EUR	26 240	20	5	0,25
Banque Commerciale Internationale	106 183 440	EUR	69 650	12	2	0,42
Banque Commerciale Internationale	41 685 156	EUR	27 340	7	2	3,95
AID	5 200 000	USD	2 900	38	6	0,75
AFD	10 000 000	EUR	6 560	20	5	0,75
AID	18 300 000	EUR	12 000	38	6	0
AID	27 300 000	EUR	17 910	38	6	0,75
AID	146 200 000	EUR	95 900	35	5	Variable
BADEA	20 000 000	USD	11 150	26	6	1,25
BADEA	30 000 000	USD	16 730	20	5	2,5
KFW	00 000 000	EUR	6 560	38	6	0,75
Banque Commerciale Internationale	167 370 000	EUR	109 790	13	2	Variable
FAD	5 100 000	UC	4 110	40	5	0,75
OFID	15 000 000	USD	9 000	20	5	1,25
BEI	15 000 000	EUR	9 840	15	5	0,0049
BEI	30 000 000	EUR	19 680	20	5	1,15
ITFC	25 000 000	EUR	16 400	1	0	4,25
AID	42 900 000	EUR	28 140	38	6	0,75
AID	25 800 000	EUR	16 920	38	6	0,75
Total			**657 990**			

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

Tableau 15 : Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2020 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants en millions de FCFA	Durées en année	Différés en année	Taux d'intérêt en %
Banques locales et régionales (Financement en FCFA)	26 390	5	2	5,98%
	15 210	8	2	5,95%
	16 280	8	2	5,95%
	14 170	8	2	6%
	8 400	6	1	5,75%
	27 340	6	1	5,50%
	18 030	6	1	5,50%
	3 000	8	2	5,75%
	15 000	18	5	2,75%
	20 000	12	3	5,68%
	58 370	8	2	6,75%
	10 500	10	3	3%
	5 080	6	2	6%
	10 000	18	5	2,75%
Total	**247 770**			

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

D INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE ET LES CARACTÉRISTIQUES DU PORTEFEUILLE DES TITRES PUBLICS

1. INDICATEUR DU VOLUME DE LA DETTE PUBLIQUE

L'indicateur **Valeur actuelle de la dette (en % du PIB)** s'établit à **38,96%** à fin décembre 2020, contre **42,24%** à fin septembre 2020. Par ailleurs, cet indicateur reste nettement en dessous de la limite de 55% conformément au Cadre de Viabilité de la Dette du FMI et de la Banque Mondiale. Le taux d'endettement public s'établit à **46,14%** à fin décembre 2020, largement en dessous du seuil communautaire de 70%.

2. EVALUATION DU COÛT DE LA DETTE

L'indicateur **Paiement d'intérêts en % du PIB** permettant d'apprécier le poids des remboursements d'intérêts de la dette sur la création de richesse dans un pays, reste faible et se stabilise à **1,65%**. Cet indicateur est également en amélioration par rapport à fin septembre 2020 (**1,86%**).

De plus, le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette publique du Bénin est de **3,59%** à fin décembre 2020, contre **4,01%** à fin septembre 2020 et **3,8%** à fin décembre 2019.

3. EXPOSITION AU RISQUE DE REFINANCEMENT

La **durée moyenne d'échéance** du portefeuille de la dette publique s'établit à **7,71 ans** à fin décembre 2020. Elle est améliorée par la dette extérieure, dont la durée moyenne d'échéance est de **10,93 ans** à fin décembre 2020, contractée essentiellement en des termes concessionnels. Cet indicateur est en amélioration par rapport à 2019 **(7,5 ans)** et est le résultat de la stratégie de gestion dynamique et proactive qui permet le rallongement de la maturité des instruments du portefeuille de la dette publique. La **dette à amortir dans un an** représente **11,41%** de la dette totale et **5,25%** du PIB en amélioration par rapport au niveau de fin 2019 (la dette à amortir dans un an représentait 12% du PIB à fin 2019).

4. EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La quasi-totalité de la dette publique est à taux d'intérêt fixe (**98,45%**). Ce qui implique une très faible exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt. L'indicateur **durée moyenne à refixer**[5] s'est établi à **7,65 ans** à fin décembre 2020.

[5]La durée moyenne à refixer représente le temps moyen restant avant une probable révision des taux d'intérêts des instruments du portefeuille (en ce qui concerne la dette à taux variable et le monitoring relativement au risque de refinancement de la dette à taux d'intérêt fixe)

5. EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX DE CHANGE

Le risque de fluctuation du taux de change est maîtrisé. En effet, la dette en devise du Bénin est dominée par l'Euro (**55,61%** de la dette extérieure), non fluctuante par rapport au Franc CFA. La part des emprunts extérieurs en devises fluctuantes (dollars et DTS) s'établit à **24,99%** à fin décembre 2020, en recul par rapport à fin décembre 2019 (**28,07%**). Il convient de préciser qu'il s'agit essentiellement de financements concessionnels auprès de bailleurs multilatéraux.

Les divers indicateurs présentés ci-dessus montrent que le Bénin respecte les différents critères de viabilité de la dette tant sur le plan sous régional (normes UEMOA) que sur le plan international (FMI, Banque Mondiale).

Tableau 16 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2020

Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (en milliards de FCFA)		2 339 670	1 817 190	4 156 850
Dette nominale (en % du PIB)		25,97	20,17	46,14
Valeur Actuelle de la dette (en % du		18,78	20,17	38,96
Indicateurs d'évaluation du coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,47	1,19	1,65
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,80	5,90	3,59
Exposition au risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	10,93	3,59	7,71
	Dette amortie dans un an (en % du total)	3,38	21,70	11,41
	Dette amortie dans un an (en % du PIB)	0,88	4,38	5,25
Exposition au risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	10,82	3,59	7,65
	Dette refixée dans un an (en % du total)	5,84	21,70	12,79
	Dette à taux d'intérêt fixe (en % total)	97,24	100	98,45
Exposition au risque de taux de change	Dette en devise (en % du total)	0,47	1,19	56,28
	Dette en devise hors Euro (en % du total			24,99

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

E PASSIFS CONTINGENTS

1. GARANTIE SOUVERAINE ÉMISE PAR L'ETAT

Le portefeuille de la dette publique contient un seul prêt couvert par la garantie souveraine de l'Etat (délivrée en 2018) pour un montant initial engagé et entièrement décaissé de **27 000 millions de FCFA** au profit de la **Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE)**. L'encours de ce prêt (contracté par concours bancaire local) au 31 décembre 2020 s'élève à **18 700 millions de FCFA**.

2. DETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES NON GARANTIES

Le portefeuille de la dette des entreprises publiques est constitué de quatorze (14) entreprises pour un encours de **170 120 millions de FCFA en 2020.** Le point détaillé de la situation de la dette des entreprises publiques à fin décembre 2019 est disponible sur le site internet de la CAA à l'adresse : https://caa.bj/encours-de-la-dette-bancaire-des-entreprises/

	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette des entreprises publiques	55 250	49 930	39 280	170 120

F CARACTÉRISTIQUES DU PORTEFEUILLE DES TITRES PUBLICS

Au terme de l'année 2020, le portefeuille des titres publics est composé de **62 titres** (61 obligations du Trésor et 1 bon du Trésor). Avec un encours de **1 505 410 millions de FCFA**, le taux moyen pondéré de rémunération du portefeuille des titres publics s'établit à **6,19%** pour une durée résiduelle moyenne de **2,73 ans**.

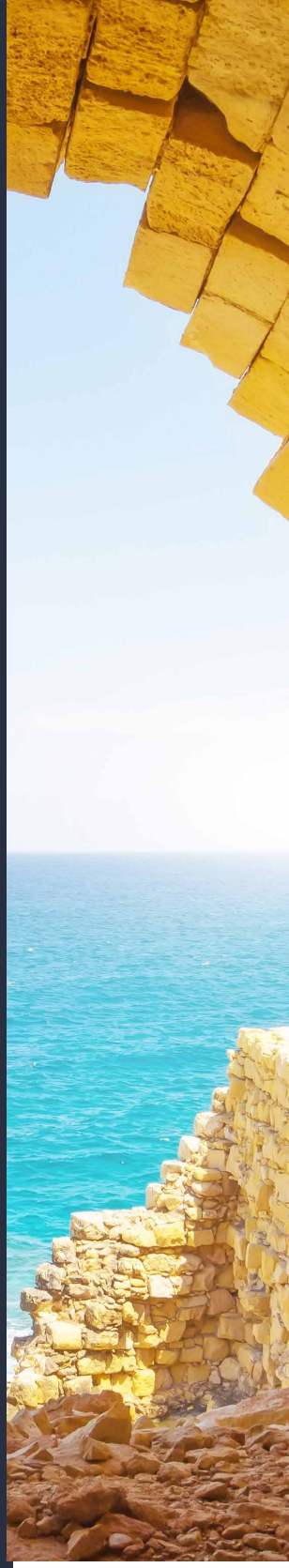
Tableau 17 : Caractéristiques du portefeuille des titres publics en 2020

Caractéristiques	Adjudication	Syndication	Total
Bons du Trésor			
Encours (millions de FCFA)	9 040		9 040
Nombre de titres en vie	1		1
Taux moyen pondéré (%)	4,9968		4,9968
Durée résiduelle moyenne (années)	0,50		0,50
Obligations du Trésor			
Encours (millions de FCFA)	1 262 230	234 140	1 496 370
Nombre de titres en vie	59	2	61
Taux moyen pondéré (%)	6,14	6,50	6,20
Durée résiduelle moyenne (années)	2,65	3,23	2,74
Titres publics			
Encours (millions de FCFA)	1 271 270	234 140	1 505 410
Nombre de titres en vie	60	2	62
Taux moyen pondéré (%)	6,13%	6,50	6,19
Durée résiduelle moyenne (années)	2,64	3,23	2,73

Source: *Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2020 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

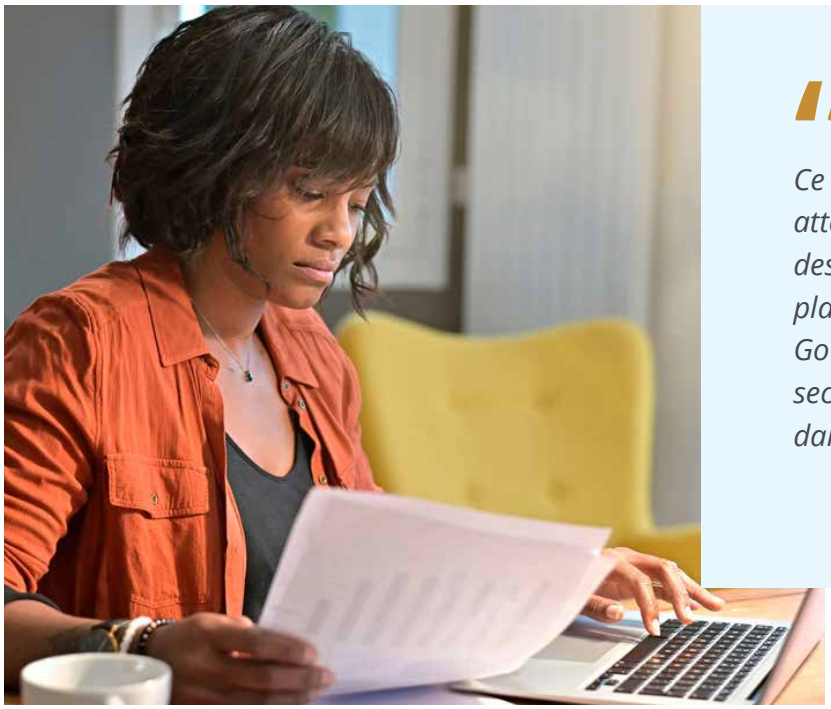
VI.

PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION



A CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE

Pour l'année 2020, l'ensemble des moyens utilisés par les Ministères et Institutions de l'Etat pour assurer les dépenses liées au fonctionnement de l'appareil administratif pour la délivrance des services aux citoyens et à la réalisation des infrastructures socioéconomiques dans plusieurs secteurs vitaux de l'économie béninoise (agriculture, énergie et eau, santé et protection sociale, routes et pistes rurales, etc.) s'élèvent à **1 184 685,1 millions de FCFA**, soit **104,7%** des prévisions annuelles révisées contre 834 772,7 millions de FCFA en 2019. En cumulant ces dépenses avec celles du budget du FNRB, des comptes d'affectation spéciale, des crédits globaux, des charges financières de la dette publique et avec les charges de trésorerie, la loi de finances 2020 a été globalement engagée à 2 105 375,8 millions de FCFA, soit un taux de **97,2%** des prévisions annuelles qui sont de **2 167 099 millions de FCFA**.



Ce bon taux d'exécution atteste de la bonne exécution des politiques publiques planifiées et conduites par le Gouvernement dans les divers secteurs tels qu'évoquées dans les sections précédentes.

Par grande masse économique, les **dépenses ordinaires** s'affichaient à 934 149,3 millions de FCFA et les **dépenses d'investissements** ressortaient à 630 945,1 millions de FCFA. En plus de ces catégories de dépenses budgétaires, celles **des comptes d'affectation spéciale** sont exécutées à 6 388,7 millions de FCFA.

La ventilation desdites dépenses, base engagement, par unité administrative et par nature économique est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 18 : Présentation de l'exécution de la Loi de Finances 2020 par classifications administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS BUDGETAIRES

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	**Total dépenses ordinaires (a)**	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	**Total dépenses en capital (b)**			
1. Institutions	**17 586,7**	**12 539,2**	**19 037,1**	**49 162,9**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**49 162,9**	**59 332,4**	**82,9%**
Présidence de la République	1 685,8	6 061,5	16 589,9	24 337,1			0,0	**0,0**	**24 337,1**	33 747,2	72,1%
Assemblée Nationale	10 068,7	3 623,7	265,0	13 957,4				**0,0**	**13 957,4**	13 957,0	100,0%
Cour Constitutionnelle	1 085,3	424,6	3,0	1 512,8				**0,0**	**1 512,8**	1 699,5	89,0%
Commission Beninoise des Droits de l'Homme	239,1	96,8	189,1	525,0				**0,0**	**525,0**	570,0	92,1%
Cour Suprême	1 906,9	732,0	527,7	3 166,7				**0,0**	**3 166,7**	3 098,0	102,2%
Conseil Economique et Social	1 191,1	470,3	40,7	1 702,1				**0,0**	**1 702,1**	1 937,3	87,9%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1 119,3	719,7	100,0	1 938,9				**0,0**	**1 938,9**	2 043,6	94,9%
Haute Cour de Justice	290,5	210,5	1,0	502,0				**0,0**	**502,0**	504,4	99,5%
Médiateur de la République	0,0	200,2	76,4	276,6				**0,0**	**276,6**	400,5	69,1%
Commission Electorale Nationale Autonome	0,0	0,0	890,0	890,0				**0,0**	**890,0**	890,0	100,0%
Cour des Comptes				0,0				**0,0**	**0,0**	100,0	0,0%
Autorité de Protection des Données Personnelles (ex CNIL)			354,4	354,4				**0,0**	**354,4**	385,0	92,0%
2. Ministères	**326 880,4**	**58 110,2**	**126 878,1**	**511 868,7**	**357 640,6**	**46 902,0**	**219 110,9**	**623 653,5**	**1 135 522,2**	**1 071 990,5**	**105,9%**
Defense Nationale	32 597,3	6 712,9	556,0	39 866,2	1 980,5			**1 980,5**	**41 846,7**	42 854,2	97,6%
Economie & Finances	10 327,5	2 073,1	12 631,9	25 032,5	1 180,2	2 156,7		**3 336,9**	**28 369,4**	19 537,8	145,2%
Justice & Législation	6 936,2	2 793,0	4 013,4	13 742,5	3 130,6			**3 130,6**	**16 873,2**	17 303,3	97,5%
Plan et Développement	1 104,8	2 289,7	2 337,5	5 732,0	100,0	3 402,2	3 073,1	**6 575,4**	**12 307,4**	19 888,2	61,9%
Numérique et Digitalisation	11,0	683,6	401,6	1 096,2	3 972,5			**3 972,5**	**5 068,7**	13 134,5	38,6%

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	**Total dépenses ordinaires (a)**	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	**Total dépenses en capital (b)**			
Communication & Poste	906,9	509,6	3 847,9	5 264,4	0,0	0,0	0,0	**0,0**	**5 264,4**	5 247,2	100,3%
Cadre de vie et Développement Durable	3 698,3	580,5	1 300,4	5 579,2	84 420,1	2 833,3	107 709,1	**194 962,5**	**200 541,8**	109 984,7	182,3%
Industrie et Commerce	1 148,8	1 012,3	797,9	2 959,1	354,0	0,0		**354,0**	**3 313,0**	3 362,7	98,5%
Santé	24 260,5	6 530,5	17 258,5	48 049,4	59 098,4	3 026,9	32 411,1	**94 536,4**	**142 585,8**	109 471,8	130,2%
Energie	1 619,7	459,4	388,8	2 467,8	35 571,6	5 545,2	20 203,6	**61 320,4**	**63 788,2**	56 141,2	113,6%
Agriculture, Elevage et Pêche	8 244,8	3 723,6	17 672,9	29 641,3	11 146,9	16 153,4	26 543,4	**53 843,8**	**83 485,1**	63 341,3	131,8%
Tourisme, Culture & Art	584,7	907,2	3 520,2	5 012,1	16 745,8		4 724,3	**21 470,1**	**26 482,2**	30 321,4	87,3%
Sports	1 243,3	856,8	5 465,8	7 565,8	13 722,5			**13 722,5**	**21 288,3**	21 601,6	98,5%
Affaires Sociales & Microfinance	705,2	1 110,6	2 575,0	4 390,8	1 151,6		5 749,8	**6 901,5**	**11 292,2**	5 734,7	196,9%
Enseignement supérieur	27 766,6	669,7	14 761,6	43 197,8	11 248,1	253,6	3 676,1	**15 177,7**	**58 375,6**	57 686,1	101,2%
PME & Prom. Emploi	87,7	699,1	4 109,1	4 895,9	0,0	250,0	0,0	**250,0**	**5 145,9**	5 438,1	94,6%
Infrastructures & Transports	1 092,2	925,4	1 085,4	3 103,0	72 578,4		865,2	**73 443,6**	**76 546,6**	103 528,0	73,9%
Fonction Publique	2 804,6	1 785,6	2 299,7	6 889,9	373,7			**373,7**	**7 263,6**	7 455,9	97,4%
Intérieur & Sécurité Publique	31 475,0	4 223,1	2 578,0	38 276,1	3 448,8	0	0,0	**3 448,8**	**41 724,8**	41 977,0	99,4%
Décentralisation & Gouv. Locale	1 990,3	3 208,2	4 155,7	9 354,2	14 198,0	383,8	0,0	**14 581,8**	**23 936,0**	44 388,3	53,9%
Enseignement Maternel & Primaire	88 626,5	3 744,1	16 119,2	108 489,8	3 489,8	7 771	4,2	**11 265,4**	**119 755,2**	118 800,5	100,8%
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	65 298,8	3 015,2	8 487,8	76 801,8	3 520,6	1 631,0	118,5	**5 270,2**	**82 072,0**	99 284,2	82,7%
Affaires étrangères & Coopération	12 130,6	8 699,2	195,0	21 024,8	1 767,7	0	0,0	**1 767,7**	**22 792,6**	24 038,4	94,8%
Eau & Mines	162,8	561,4	318,6	1 042,8	14 440,7	3 494,6	14 032,3	**31 967,6**	**33 010,4**	48 535,4	68,0%
Caisse Autonome d'Amortissement	2 056,7	336,5	0,0	2 393,2	0,0	0	0,0	**0,0**	**2 393,2**	2 934,0	81,6%
TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	**344 467,1**	**70 649,3**	**145 915,2**	**561 031,6**	**357 640,6**	**46 902,0**	**219 110,9**	**623 653,5**	**1 184 685,1**	**1 131 322,9**	**104,7%**

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	**Total dépenses ordinaires (a)**	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	**Total dépenses en capital (b)**			
Crédits globaux (4)	52 211,9	33 785,9	110 836,8	**196 834,6**	7 291,6			**7 291,6**	**204 126,2**	272 366,1	74,9%
Charges financières de la dette publique (5)									**176 282,9**	189 300,0	93,1%
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	**396 679,0**	**104 435,2**	**256 751,9**	**757 866,2**	**364 932,2**	**46 902,0**	**219 110,9**	**630 945,1**	**1 565 094,2**	**1 592 989,0**	**98,2%**
Budget annexe du FNRB	**110,2**	**707,9**	**89 010,2**	**89 828,3**				**0,0**	**89 828,3**	**89 000,0**	**100,9%**
Comptes d'affectation spéciale									**6 388,7**	**16 500,0**	**38,7%**
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**396 789,2**	**105 143,2**	**345 762,1**	**847 694,5**	**364 932,2**	**46 902,0**	**219 110,9**	**630 945,1**	**1 661 311,2**	**1 698 489,0**	**97,8%**

II- OPERATIONS DE TRESORERIE

Prêts et avances	Amortissement emprunts bilatéral+multilatéral	Amortissement tirages FMI	Amortissement emprunts banques internationales	Amortissement Bons du Trésor	Indemnités de vacation des enseignants	Amortissement dettes banques locales	Variation des instances de paiement	Amortissement Obligations du Trésor	Total exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
3 112,5	31 853,3	3 195,4	18 661,0	21 947,0	0,0	69 226,6	10 000,0	286 068,7	**444 064,5**	**468 610,0**	**94,8%**
TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)	-	-	-	-	-	-	-	-	**2 105 375,7**	**2 167 099,0**	**97,2%**

Figure n° 1 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2020 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)

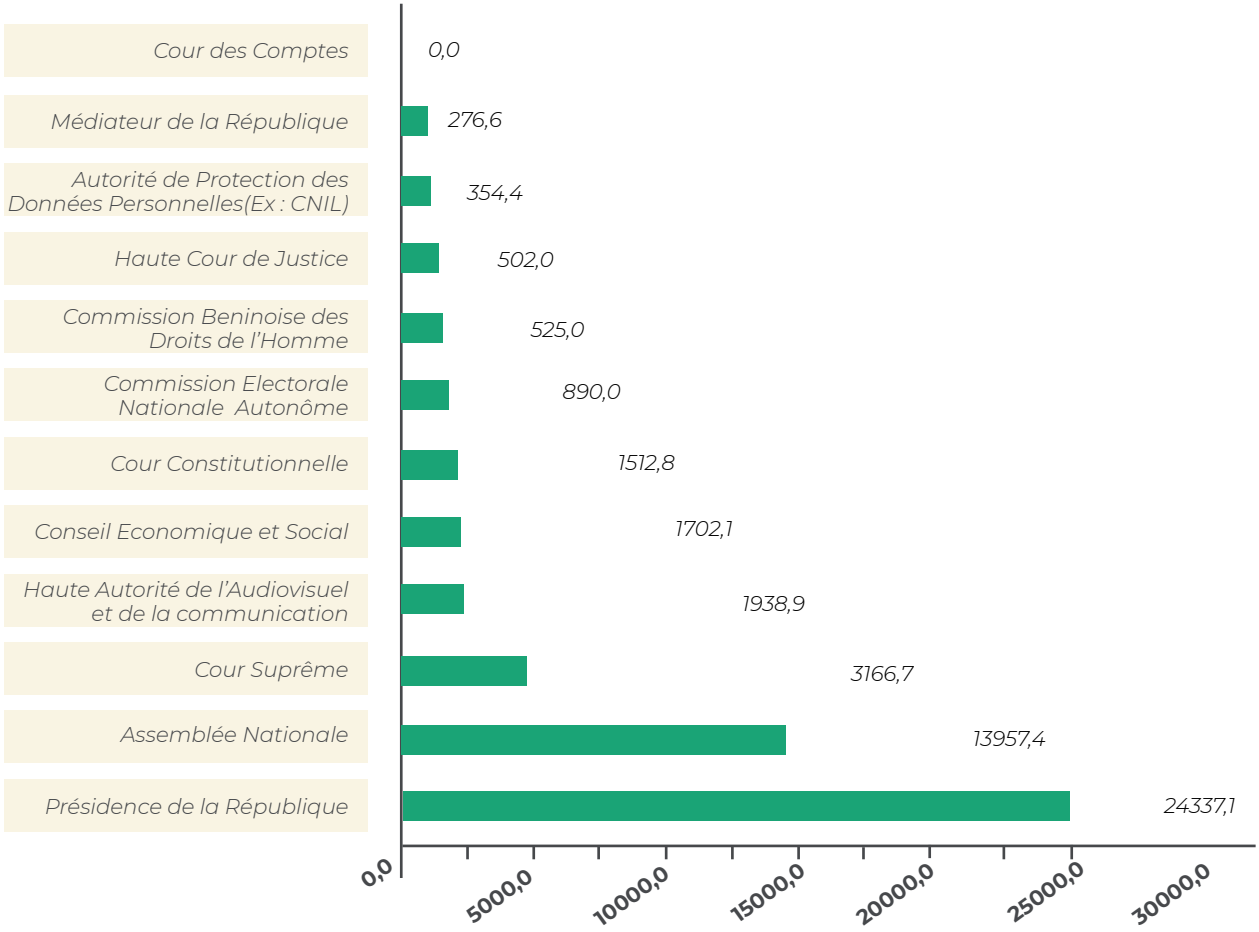
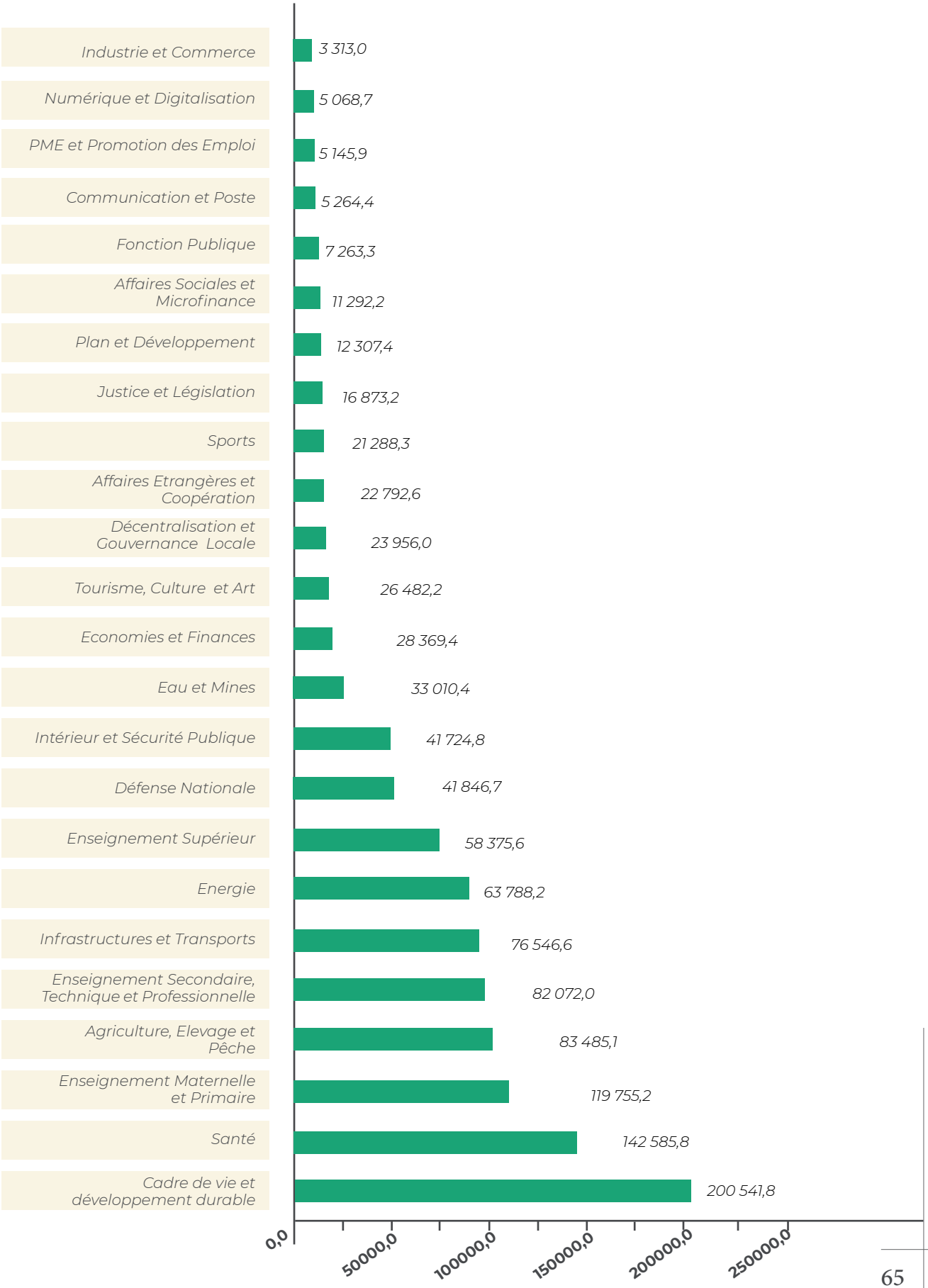


Figure n° 2 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2020 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)



CLASSIFICATION **FONCTIONNELLE**

Suivant les principales fonctions de l'Etat, l'exécution au terme de l'année 2020 des dépenses du budget de l'Etat se présente comme suit :

Tableau 18 : Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2020 par fonction (en millions de FCFA)

N°	Fonctions	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids d'exéc.
1	Services généraux des administrations publiques	616 769,4	488 579,9	79,2%	29,4%
2	Affaires économiques	274 664,9	282 246,4	102,8%	17,0%
3	Enseignement	278 770,7	261 164,7	93,7%	15,7%
4	Protection de l'environnement	109 984,7	200 541,8	182,3%	12,1%
5	Santé	109 471,8	142 585,8	130,2%	8,6%
6	Protection sociale	94 734,7	101 120,5	106,7%	6,1%
7	Ordre et sécurité publique	60 780,2	59 133,3	97,3%	3,6%
8	Loisirs, culture et culte	51 923,0	47 770,5	92,0%	2,9%
9	Défense	52 854,2	45 157,9	85,4%	2,7%
10	Logement, aménagement et services collectifs	48 535,4	33 010,4	68,0%	2,0%
TOTAL FONCTIONS		**1 698 489,0**	**1 661 311,2**	**97,8%**	**100%**

Source: *MEF/DGB, mai 2021.*

VII.

NIVEAU DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES

L'ensemble des sections budgétaires prévoient et exécutent des dépenses pro-pauvres. Pour l'année 2020, ces dépenses ont occupé une part importante au niveau de certains ministères, conformément à la politique sociale du Gouvernement. Ainsi, les seize (16) ministères sectoriels ayant exécuté en 2020 des dépenses à haute sensibilité sociale (dépenses pro-pauvres) sont :

- Ministère de la Justice et de la Législation ;
- Ministère du Plan et du Développement ;
- Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Energie ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Ministère des Sports ;
- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi ;
- Ministère des Infrastructures et des Transports ;
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;
- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
- Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Eau et des Mines.

Les principaux points d'application de ces dépenses se présentent, par secteur et axe de la politique sociale, tels que consolidés dans le tableau ci-après.

Tableau 19 : Exécution des dépenses pro-pauvres en 2020 (en millions de FCFA)

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère de la Justice et de la Législation **(MJL)**	2 369,4	2 002,0	84,5	-367,4	Les crédits consommés pour 2 002 millions FCFA ont servi à la poursuite de la modernisation des services judiciaires, au renforcement des moyens d'action des centres régionaux et du Centre National de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence, notamment pour la protection des mineurs.
Ministère du Plan et du Développement **(MPD)**	2 081,8	1 511,9	72,6	-569,9	L'exécution des dépenses pro-pauvres au titre de l'année 2020 a permis : (i) l'achèvement et mise en exploitation du Centre de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (CGIRE) ; (ii) l'accroissement des moyens de production des statistiques sociales (réalisation d'enquêtes, identification des plus pauvres, etc.) pour la prise de décision optimale en faveur des pauvres et (iii) la réalisation de plusieurs ouvrages (forages et retenues d'eau) dans des communes comme Avrankou, Savalou, etc.
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	49 972,3	28 252,3	56,5	-21 719,9	Engagées à hauteur de 56,5% des prévisions annuelles, les dépenses pro-pauvres pour l'année 2020 du MCVDD sont consacrées, entre autres : (i) à l'assainissement des villes à statut particulier ; (ii) à l'aménagement de la route des pêches; ; (ii) au renforcement de mesures de protection du Littoral contre l'érosion côtière (les zones concernées sont Cotonou-Siafato, Hilacondji-Bouche du Roy, Grand-Popo-Ouidah) aux fins de garantir l'activité économique des populations riveraines ; (iv) à la réhabilitation du lac Ahémé ; (v) à la réhabilitation de la ville d'Abomey ; (vi) à la subvention des ménages dans le cadre de la mise en œuvre du projet de substitution du bois énergie par le gaz domestique ; (vii) à l'adaptation des villes aux effets du changement climatique ; (viii) à la poursuite de la sécurisation foncière des plantations communales. etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère de la Santé **(MS)**	25 441,8	41 009,6	161,2	15 567,8	L'engagement à 161,2% des dépenses sociales du secteur de la Santé en 2020 a servi, entre autres, à la couverture des charges découlant des mesures telles que : la gratuité de la césarienne, le traitement gratuit du paludisme chez les enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes, le dépistage et le traitement de l'ulcère de Buruli ; le renforcement des moyens financiers du centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de la drépanocytose et du centre national de transfusion sanguine ; à l'acquisition des réactifs, des médicaments et des consommables médicaux au profit des centres de santé pour la prise en charge des personnes atteintes du VIH/SIDA ; à la prise en charge des hémodialysés ; au paiement des frais d'évacuations sanitaires ; à la lutte contre les maladies comme la tuberculose, l'hépatite et les maladies transmissibles ou non ; au renforcement des plateaux techniques des formations sanitaires ; etc. L'engagement en dépassement se justifie également par l'urgence de la mise en œuvre du plan national de riposte à la pandémie de la COVID-19.
Ministère de l'Energie **(ME)**	34 097,6	38 433,4	112,7	4 335,8	Au titre de l'année 2020, les dépenses du secteur sont engagées pour l'approvisionnement en carburant et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR ; à l'interconnexion électrique de 161 KV dans la zone de Bembèrèkè-Kandi-Malanville ; à l'électrification de plusieurs localités rurales du Bénin ; l'acquisition de panneaux scolaires au profit des centres de santé et des collèges des localités rurales ; à la restructuration et à l'extension des réseaux SBEE dans les communes ; à la construction d'une centrale thermique de 120 mégawatts à Maria-Gléta ; etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche **(MAEP)**	50 320,4	20 849,4	41,4	-29 471,0	Le niveau d'engagement obtenu, bien qu'étant en-dessous de l'objectif, a permis la poursuite de la mise en œuvre du projet d'appui à la diversification agricole (amélioration de la productivité au champ et la valeur ajoutée post récolte des chaines de valeur ciblées) ; la mise en place des infrastructures agricoles et le soutien aux agriculteurs dans la vallée de l'Ouémé ; le développement des cultures maraîchères par le renforcement des capacités des acteurs ; la poursuite de l'exécution du projet de production agricole en Afrique de l'Ouest (diffusion des technologies pour l'amélioration de la productivité des chaînes de valeur telles que le maïs, le riz, le soja, les cultures maraîchères, l'ananas, l'anacarde, le poisson, les petits ruminants et la volaille).
Ministère des Sports **(M. Sports)**	16 222,3	16 049,7	98,9	-172,6	L'exécution 98,9% des crédits ouverts a permis d'enregistrer plusieurs réalisations dont : - la poursuite de la construction des vingt (22) stades communaux dont les réceptions sont attendues au cours de l'année 2021 ; - la mise à disposition partielle d'équipements sportifs au profit des classes sportives ; - l'organisation des tournois spécifiques (TIFoP, TCFS U15 et U17, Festival National du Sport Féminin) ; - la formation et le suivi des moniteurs des clubs et associations de sport d'entretien ; - la formation/le recyclage des encadreurs des classes sportives ; - l'organisation des championnats intercommunes pour le compte des associations sportives communales ; - la promotion de talents sportifs.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance **(MASM)**	3 447,0	2 506,1	72,7	-940,9	La politique sociale du Gouvernement dans le secteur en 2020 est essentiellement axée sur les différentes mesures sociales décrétées (octroi de microcrédits aux plus pauvres, subventions directes aux personnes vulnérables, assistance aux handicapés, etc.).
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique **(MESRS)**	24 784,8	14 479,1	58,4	-10 305,7	Les dépenses dans ce sous-secteur de l'éducation sont engagées pour le paiement des bourses et secours, la poursuite de l'attribution des allocations universitaires aux doctorants, le maintien de la gratuité des droits d'inscriptions qui couvre près de 70 % des étudiants (étudiants non boursiers, non secourus et non-salariés, soit 90 000 étudiants), etc.
Ministère des Enseignements Maternel et Primaire **(MEMP)**	18 415,8	14 343,9	77,9	-4 071,9	Les différents niveaux obtenus dans le sous-secteur de l'éducation ont permis la prise en charge des frais d'écolage dans les écoles publiques, la réalisation des infrastructures scolaires dans certaines communes, l'amélioration du niveau de rétention des écoliers à travers l'extension du programme cantines scolaires, le développement des programmes d'accès à l'éducation pour tous (notamment les filles), etc.
Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle **(MESTFP)**	6 166,9	6 342,5	102,8	175,6	L'engagement à hauteur de 102,8% des dépenses dans ce sous-secteur s'explique par l'accroissement des subventions dans les lycées et collèges, l'amélioration des soins au profit des élèves et lycéens, le paiement des allocations familiales, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures éducatives, la promotion de l'alphabétisation, etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi **(MPMEPE)**	2 010,0	2 010,0	100,0	0,0	La couverture à 100% des dépenses dans le secteur est imputable aux activités : - la mise en stage de plusieurs jeunes dans le cadre du programme d'appui à l'emploi indépendant ; - la formation des filles dans les métiers d'homme ; - la mise en place des subventions au titre du second passage du Projet Emploi des Jeunes ; - l'incubation des jeunes porteurs d'idées de projets à l'entreprenariat à travers le partenariat l'Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ADEJ)-centres d'incubation; - le renforcement des capacités de des promoteurs des entreprises artisanales du bois et du bâtiment sur les normes de production.
Ministère des Infrastructures et des Transports **(MIT)**	7 013,1	7 699,4	109,8	686,4	L'engagement engagement de 109,8% des prévisions annuelles illustre la volonté du Gouvernement pour les infrastructures routières et qui se traduit, entre autres, par la réalisation des travaux de construction du pont de Tovègbamè sur l'axe Akpro-Missérété-Kpédékpo, la réfection des routes et des pistes rurales dans le cadre des campagnes de commercialisation du coton-graines et du renforcement du réseau de pistes rurales, l'entretien du réseau routier, la sensibilisation sur les voies pour la réduction des accidents de route, etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère du Travail et de la Fonction Publique **(MTFP)**	602,0	530,8	88,2	-71,2	Les ancrages budgétaires pour l'année 2020 sont principalement la lutte contre les pires formes de travail des enfants, l'organisation des conférences débats sur le VIH/SIDA et les hépatites en milieu de travail, à la vérification des conditions de travail par rapport au code de travail, la mise en œuvre du plan d'actions de Ouagadougou sur la lutte contre la pauvreté, le renforcement des moyens d'action de la caisse mutuelle de prévoyance sociale, etc.
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique **(MISP)**	6 251,7	3 200,1	51,2	-3 051,5	Le crédits du secteur sécurité publique, engagées pour 51,2% des prévisions de 2020, ont été orientés vers le renforcement des espaces frontaliers, de véritables zones de développement local à travers la formation et l'équipement des groupement de femmes ; l'accroissement des moyens des Sapeurs-Pompiers pour des interventions rapides en matière de protection civile ; la lutte contre la transhumance transfrontalière qui cause assez de dégâts aux populations ; la construction et l'équipement des infrastructures au profit des forces de sécurité publique.
Ministère de l'Eau et des Mines **(MEM)**	13 116,8	4 929,1	37,6	-8 187,7	Quoique les objectifs n'aient été atteints, l'Etat a consacré les 37,6% des prévisions à la mise en place des infrastructures hydrauliques multifonctions et de gestion durable en eau, au renforcement des systèmes d'alimentation et des villes secondaires et leurs environs, à la réalisation des Adductions d'Eau Villageoise et d'autres infrastructures d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales du Bénin, etc.
Total	262 313,4	204 149,3	77,8	-58 164,10	

VIII.

EXECUTION DES RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES LOCALES (FADeC NON AFFECTE ET FADeC AFFECTE)

Destinées aux besoins/priorités des populations et pour la mise en place des infrastructures sociocommunautaires dans toutes les collectivités du Bénin, les ressources transférées aux Communes par le canal du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) ont été consommées, à fin 2020, pour un montant de **41 733 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 47 238 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de **88,3%**. En glissement annuel, elles sont en baisse de **8,2%** par rapport à l'année 2019.

Les ressources du FADeC sont dominées par les ressources non affectées qui représentent 74,9 % du FADeC total en 2020 et sont exécutées par le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale.
Le tableau ci-après se présente le niveau d'exécution du FADeC-non affecté en 2019 et 2020.

Tableau 20 : Exécution du FADeC non Affecté au titre de 2019 et de 2020 (en millions de FCFA)

Rubriques Budgétaires	2019			2020			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
FADeC-non affecté fonctionnement	2 820	2 820,0	100,0	3 000	3 000,0	100,0	180,0	6,4
FADeC-non affecté investissement sur ressources intérieures	11 500	11 500,0	100,0	13 000	13 000	100,0	1 500,0	13,0
FADeC-non affecté investissement sur ressources extérieures	19 145	20 099,1	105,0	19 405	19 300,0	99,5	-799,1	-4,0
Total FADeC-non affecté	**33 465**	**34 419,1**	**102,9**	**35 405**	**35 300,0**	**99,7**	**880,9**	**2,6**

Source: *CONAFIL et DGB, mai 2021*

Quant au FADeC affecté, les ressources sont principalement allouées aux secteurs du transport rural, de la santé, des enseignements maternel et primaire, de l'environnement, de l'assainissement ou le cadre de vie, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. A fin 2020, le FADeC affecté est consommé à hauteur de **54,4%** des prévisions annuelles.

Le tableau ci-dessous présente le point des transferts des ressources du FADeC affecté aux communes par secteur sur la période 2019-2020.

Tableau 21 : Exécution du FADeC-Affecté au titre de 2019 et de 2020 (en millions de FCFA)

Minis-tères	Lignes Budgétaires	2019			2020			Ecarts	Varia-tion (%)
		Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
MEM	Investissement	0			3 600	0,0	0,0	0,0	
MEMP	Investissement	3 000	3 000,0	100,0	0	0,0		-3 000,0	-100,0
M. Santé	Entretiens et Réparations	1 100	0,0	0,0	800	800,0	100,0	800,0	
	Investissement	500	500,0	100,0	800	800,0	100,0	300,0	60,0
	Santé Communautaire	1 500	1 500,0	100,0	1 700	0,0	0,0	-1 500,0	-100,0
MESFTP	Investissement	85	85,0	100,0	85	85,0	100,0	0,0	0,0
MAEP	Investissement	1 300	1 300,0	100,0	1 500	1 500,0	100,0	200,0	15,4
MCVDD	Investissement (Assainissement)	1 960	1 906,9	97,3	100	0,0	0,0	-1 906,9	-100,0
MIT	Investissement (Pistes rurales)	2 434	2 434,0	100,0	2 921	2 921,0	100,0	487,0	20,0
MTCA M. Sports	Investissement (Culture)	250	250,0	100,0	250	250,0	100,0	0,0	0,0
	Fonctionnement (Sport)	77	77,0	100,0	77	77,0	100,0	0,0	0,0
TOTAL GENERAL		**12 206**	**11 052,9**	**90,6**	**11 833**	**6 433,0**	**54,4**	**-4 619,9**	**-41,8**

Source: *DGB, mai 2021*

IX.

SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES PUBLIQUES (OFFICES ET SOCIETES D'ETAT) SUR LA PERIODE 2018-2020

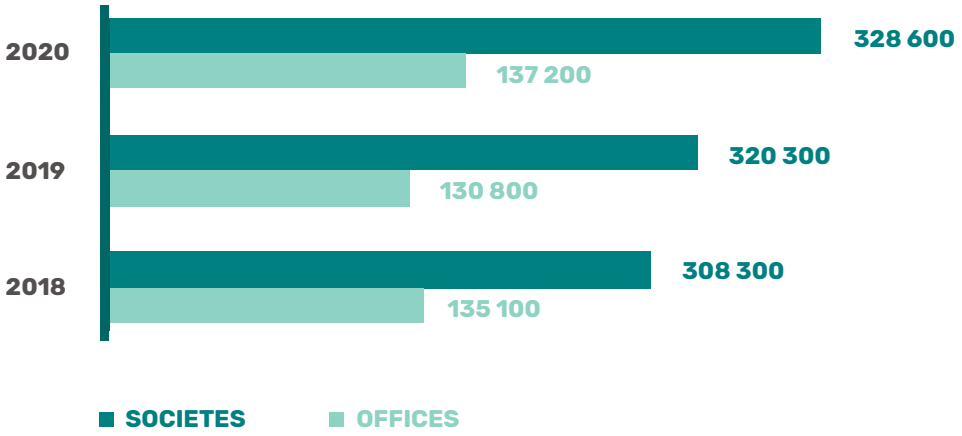
La situation financière des établissements publics décrite dans la présente section émane d'une opération de collecte réalisée par la Direction Générale des Affaires Économiques, en collaboration avec la Direction Générale des Participations de l'État et de la Dénationalisation, entre mars et avril 2021. Au total, 166 établissements dont 26 sociétés et 140 offices d'État ont répondu au questionnaire.

A POINT SUR LES CHIFFRES D'AFFAIRES DES OFFICES ET SOCIÉTÉ D'ETAT

Globalement, les chiffres d'affaires des offices, sur la période 2018-2020, se sont améliorés. Ils s'élèvent à 137 200 millions FCFA en 2020 contre 135 100 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 1,6%.

Quant aux sociétés, leurs chiffres d'affaires ont également progressé, passant de 308 300 millions FCFA en 2018 à 328 600 millions FCFA en 2020, soit un accroissement de 6,6% entre 2018 et 2020.

Figure n° 3 : Évolution des chiffres d'affaire des sociétés et offices d'État de entre 2018 et 2020 (millions FCFA)



Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

L'analyse des indicateurs financiers des entreprises publiques, notamment les données sur les produits et charges indique que les produits des établissements publics ont permis de supporter leurs charges, créant ainsi des résultats nets positifs. Par ailleurs, lesdits résultats s'inscrivent dans une dynamique positive sur la période sous revue.

Le tableau ci-après présente les données sur les produits, charges et gains des entreprises publiques.

Tableau 22 : Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2018 à 2020 (millions FCFA)

ANNÉE	OFFICES			OFFICES		
	TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET	TOTAL PRODUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET
2018	292 200	195 000	97 300	373 600	334 600	39 000
2019	264 500	180 700	83 800	377 800	341 200	36 600
2020	255 800	158 400	97 300	387 100	341 900	45 300

Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

La bonne situation financière des établissements publics sur la période sous revue, en dépit du contexte de la pandémie de COVID-19 en 2020, est principalement expliquée par la maîtrise des charges et l'amélioration des produits.

La maîtrise des charges résulte des efforts d'assainissement des finances et de contrôle des charges d'exploitation, notamment au niveau des offices. Quant à l'amélioration des produits, elle émane, entre autres, des réformes engagées par l'État dans les différents secteurs dont :

- i) la fermeture des cliniques et cabinets de soins illégaux, la réorganisation de l'exercice en clientèle privée, le renforcement du plateau technique, la lutte contre les ventes illicites des produits pharmaceutiques et les rançonnements dans les formations sanitaires publiques qui ont impacté positivement l'activité dans les centres hospitaliers publics ;
- ii) la mise en service de certaines unités d'explorations (Electroencéphalogramme EEG et l'Electrocardiogramme ECG ainsi que la consultation des enfants de 0 à 14 ans souffrant des troubles bipolaires) ;
- iii) l'intervention sur les chantiers du PAG ;
- iv) la diversification des activités ;
- v) le renforcement de l'effectif des structures du personnel qualifié ;
- vi) l'encadrement du droit de grève ;
- vii) l'élargissement de l'assiette de perception des redevances des droits d'auteurs ;
- viii) la hausse des produits techniques et financiers au niveau de certains établissements publics ;
- ix) l'amélioration de la mobilisation des ressources propres des structures notamment, auprès des Partenaires Techniques et Financiers, etc.

B POINT SUR LES SUBVENTIONS ACCORDÉES ENTREPRISES PUBLIQUES

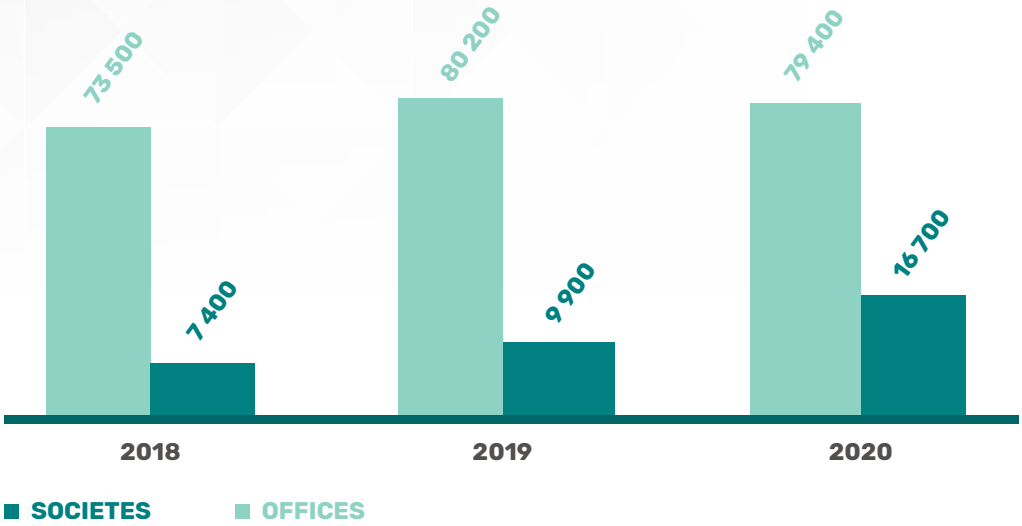
Les entreprises publiques, connues le sous vocal « établissements publics » bénéficient de diverses subventions, notamment les subventions d'exploitation et les subventions d'investissement.

1. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation, principalement destinées aux offices, sont portées à 79 4000 millions FCFA en 2020 contre 73 500 millions FCFA en 2018, soit une progression de 8,0%.

S'agissant des sociétés d'Etat, leurs subventions d'exploitation octroyées sont passées ont plus que doublé entre 2018 et 2020, passant de 7 400 millions FCFA en 2018 à 16 700 millions FCFA en 2020.
Le graphique ci-dessous montre l'évolution des subventions d'exploitation par type d'établissement public au cours de la période.

Figure n° 6 : Evolution des subventions d'exploitation des établissements publics de 2018 à 2020 (millions FCFA)

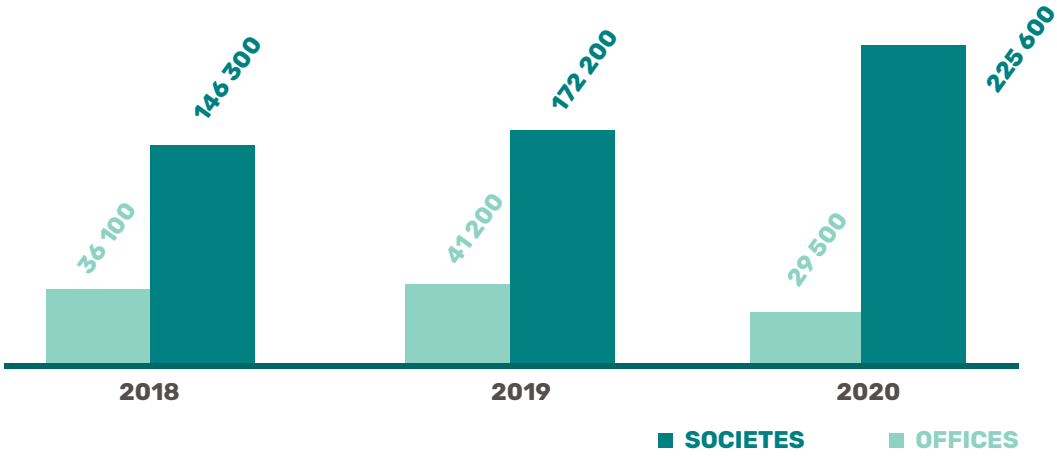


Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

En ce qui concerne les subventions d'investissement, elles sont restées soutenues sur le triennal 2018-2020. Les sociétés, principales bénéficiaires des subventions d'investissement, affichent un niveau de subvention de 225 600 millions FCFA en 2020 contre 146 300 millions FCFA en 2018. Quant aux offices, les subventions ressortent à 29 500 millions FCFA en 2020 contre 36 100 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 18,3%.

Figure n° 7 : Subvention d'investissement des établissements publics de 2018 à 2020 (millions FCFA)

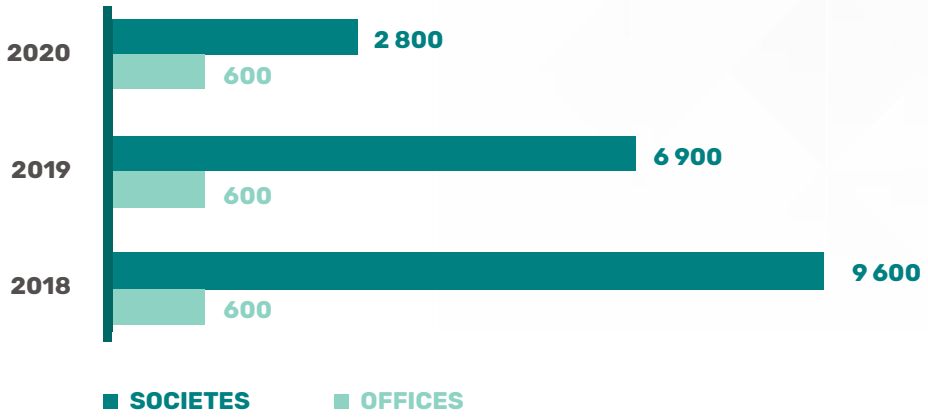


Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

3. CONTRIBUTIONS DES ENTREPRISES PUBLIQUES AU BUDGET DE L'ETAT

Au plan des contributions fiscales des établissements publics, les **impôts et taxes** payés par les sociétés sont ressortis à 2 800 millions FCFA en 2020 contre 9 600 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 70,8%. Les offices, faiblement contributrices, affichent un niveau d'impôts et taxes stable de l'ordre de 600 millions sur la période 2018-2020.

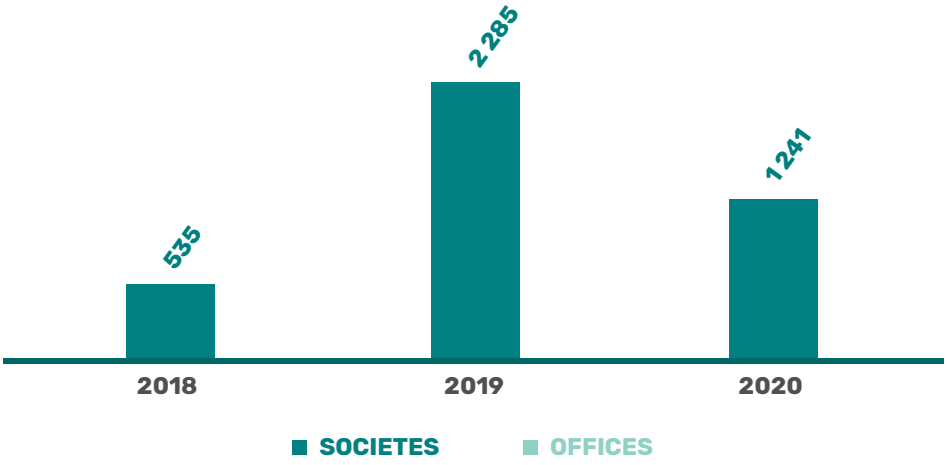
Figure n° 8 : Evolution d des impôts et taxes versées par les sociétés et offices d'État de 2018 à 2020 (millions FCFA)[7]



Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

S'agissant des dividendes, il faut signaler que seules les sociétés sont concernées. Sur la période 2018-2020, les dividendes versés par les sociétés sont passées de 535 millions en 2018 à 2 285 millions en 2019 et à 1 241 millions en 2020.

Figure n° 9 : Evolution des dividendes versées par les sociétés à l'État sur la période 2017-2019 (millions FCFA)[8]



Source: *DPBEP 2022-2024, mai 2021*

X.

NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES MINISTERES

Tableau 23 : Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2020 (en FCFA)

Programme budgétaires	Objectif stratégique/ général du programme	Nature économique	Année 2020				
			Prévisions	Exécution Base Engag	Taux	Taux d'exécution physique (%)	
Ministère du Numérique et de la Digitalisation (MND)							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services du MND	Améliorer la performance des secteurs du numérique et de la digitalisation	Dépenses ordinaires	1 101 691 000	1 077 006 109	97,76		
		Dépenses d'investissement	0	0	-		
		Total	**1 101 691 000**	**1 077 006 109**	**97,76**	**67,93**	
Programme 2	Promouvoir le développement des infrastructures, des usages et	Dépenses ordinaires	292 795 000	292 156 970	99,78		
		Dépenses d'investissement	11 740 000 000	9 357 265 121	79,70		

Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance			
	Libellé	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte au 31/12/2020
- Elaboration du Plan 2D du MND ; - Réalisation des activités de planification et de programmation (DPPD 2021-2023, PAP 2021, note de présentation du budget 2021) ; - Réalisation des activités de suivi-évaluation (tournée de suivi-évaluation et de contrôle physique des réalisations du Ministère, revue du PTA au 31 décembre 2019 et validation du PTA 2020 ; la revue de l'exécution du PTA 2020 au 31 mars) ; - Organisation et récompense de trois (03) lauréats du concours ''meilleur rédacteur en ligne contre la pollution plastique'' dans le cadre de la mise en œuvre de la sensibilisation ''zéro sachet plastique'' démarrée en 2019 ; - Réalisation de l'étude sur le calcul des indicateurs 2019 du PC2D, et des ODD ; - Organisation des missions de contrôles de l'IGM dans le cadre du Programme Harmonisé du 1er semestre ; - Prise en charge du fonctionnement du Ministère (Entretien, maintenances, missions, etc.) ; - Réalisation des activités des DDND (diverses missions et activités spécifiques dans le PTA des DDND), etc. - Travaux de remplacement du pylône fédérateur et maintenance des pylônes existants.				
- Poursuite de la mise en place du système national de PKI et de Signature Electronique (Livraison et installation du matériel sur le site du MEF, conception de l'architecture et de la planification de la PKI pour passeport, etc.) ; - Poursuite de la mise en place de l'interopérabilité et du portail national des				

Développement du Numérique	des contenus numériques grâce à des technologies innovantes et efficientes	**Total**	**12 032 795 000**	**9 649 422 091**	**80,19**	**54,78**	
RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires	1 394 486 000	1 369 163 079	98,18		
		Dépenses d'investissement	11 740 000 000	9 357 265 121	79,70		
		Total	**13 134 486 000**	**10 726 428 200**	**81,67**	**57,41**	

services publics en ligne (phase 2) (Finalisation et adoption en Conseil des Ministres des aspects juridiques du cadre d'interopérabilité, Intégration de l'autorité de certification gouvernementale de l'installation des composants UXP dans le cadre du déploiement de la plateforme à grande échelle, etc.) ; - Organisation de la Semaine du Numérique, édition 2020 ; - Appui au financement direct des starts up en phase d'amorçage ; - Organisation des sessions de formation en continu au Learning Lab MND (Initiation aux métiers du numérique, au marketing digital, au développement web et mobile, à l'intelligence artificielle, etc.) ; - Prise en charge des frais de fonctionnement (carburant, matériels et frais de communication, missions, gros matériels de travail (PC, imprimantes, espace de réception des start-Ups, etc.) du FAEN ; - Paiement des décomptes dans le cadre de la réalisation des constructions, clôtures et assimilées sur les sites TNT ; - Prise en charge des frais de consommation d'eau et d'électricité sur les sites TNT ; - Réalisation des travaux confortatifs (entretien, aménagement et assainissement) sur tous les sites de la TNT ; - Achat d'huile à moteur, de gaz oïl et de liquide de refroidissement pour la vidange de trente (30) groupes électrogènes installés sur les vingt – neuf (29) sites de la TNT ; - Prise en charge des frais relatifs à diverses autres diligences (changement de robinets, des ampoules, projecteurs, câbles, produits d'entretien, fournitures) sur les sites TNT.				

Ministère des Sports (M. Sports)							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services du M. Sports	Améliorer les performances des structures du Ministère	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**2 063 271 000**	**1 978 057 908**	**95,87**	**95,87**	
Programme 2 Sports	Créer les conditions favorables pour le développement du sport au Bénin	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**19 643 071 000**	**19 352 353 549**	**98,52**	**61,86**	

- Organisation des revues annuelle et trimestrielle des performances du PTA du Ministère ; - Audit des structures du ministère ; - Elaboration des rapports d'exécution du PTA et des rapports d'avancement du PIP au cours des différents trimestres de l'année 2020 ; - Elaboration de la version tendancielle du DPPD 2021-2023 du Ministère ; - Collecte des données au niveau départemental pour la conférence de performance et des travaux de budgétisation du DPPD 2021-2023.	Taux de satisfaction des structures de l'exécution de leur plan de travail annuel		60%	60%
	Proportion de structures disposant des textes fixant leur AOF		47,22%	47,22%
	Taux de renseignement des indicateurs d'effet		100%	100%
- Poursuite des éliminatoires de la CAN Sénior 2021 de football ; - Participation du Bénin aux 15èmes championnats d'Afrique de Gymnastique aérobic à Sharm El Sheikh en Egypte du 13 au 17 mars 2020. (Le Bénin est classé 2ème au niveau des juniors et des seniors avec huit (08) médailles d'argent et dix (10) médailles de bronze) ; - Organisation au Bénin du championnats de tennis par équipe des 12 ans et moins de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du 03 au 7 mars 2020 à Cotonou ; - Organisation au Bénin du tournoi de football qualificatif de l'UFOA-B du 05 au 19 décembre 2020 à Porto-Novo ; - Poursuite de la Construction des vingt (22) stades communaux dont les réceptions sont attendues au cours de l'année 2021 ; - Le mise à disposition partielle d'équipements sportifs au profit des classes sportives ; - Organisation des tournois spécifiques (TIFoP, TCFS U15 et U17, Festival National du Sport Féminin) ; - Formation et suivi des moniteurs des clubs et associations de sport d'entretien ; - Formation/recyclage des encadreurs des classes sportives ; - Organisation des championnats intercommunes pour le compte des associations sportives communales.	Rang du Bénin dans les disciplines sportives (football, basketball, Handball, Athlétisme)			
	Rang du Bénin dans les disciplines sportives (football, basketball, Handball, Athlétisme)			Football : 84è
				Football : 17è
				Basketball : 148è
				Basketball : 133è
	Taux d'exécutions des formations qualifiantes prévues dans le Plan de formation		80	100

Programme 3 Jeunesse et Loisirs	Développer les loisirs sains et l'encadrement socio-éducatif des jeunes	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**395 569 000**	**395 569 000**	**100**	**37,96**	
RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**22 101 911 000**	**21 725 980 457**	**98,40**	**59,63**	

	Nombre de licenciés par fédération sportives structurées		-	ND
	Nombre de médailles gagnées par le Bénin		60	296
	Nombre de talents sportifs détectés par an		600	0
	Taux de couverture nationale en stade communal		70%	83%
- Poursuite de la mise en œuvre du «projet jeunes officiel»				

Ministère du Plan et du Développement (MPD)							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services du MPD	Faire du Ministère une administration moderne	Dépenses ordinaires	2 727 197 000	1 077 006 109	100		
		Dépenses d'investissement	-	-	-		
		Total (hors dépenses de personnel)	**2 727 197 000**	**2 727 197 000**	**100**	**84,45**	
Programme 2 Orientation du Développement	Améliorer la gestion du processus de développement	Dépenses ordinaires	1 606 304 000	1 606 304 000	100		
		Dépenses d'investissement	8 845 559 000	3 685 060 000	41,66		
		Total (hors dépenses de personnel)	**10 451 863 000**	**5 291 364 000**	**50,62**	**67,61**	

- Organisation des élections professionnelles au titre de l'année 2020 ; - Réalisation de l'enquête de satisfaction des communes sur l'assistance des DPPD et l'élaboration du manuel de suivi-évaluation du Ministère ; - Audit de la gestion administrative, financière et comptable de six (06) structures du MPD ; - Organisation des séances d'information d'éducation, et de communication pour un changement de comportement sur le bien-être et la santé au travail ; - Poursuite et finalisation des travaux de réfection et de réhabilitation des bâtiments administratifs à usage de bureau du MPD ; - Mission de collecte de données relatives à la gestion du stock du patrimoine mobilier roulant du MPD au titre de 2020(Inventaires) et ; - Formation des gestionnaires de crédit et des points focaux sur la formulation et l'expression des besoins.				
- Elaboration du rapport de suivi biennal de la mise en œuvre du PND ; - Organisation des 02 sessions du Groupe de Travail Migration et Développement ; - Production des 12 bulletins mensuels de l'IHPC ; - Tenue des 04 sessions des organes de la PHPS ; - Réalisation du site web du Projet SWEDD ; - Dynamisation du fonctionnement des structures locales de gestion foncière (CoGeF et SVGF) dans les communes d'intervention du projet PMSD, suivie des accompagnements de la prise en compte des changements climatiques dans les processus d'évaluations environnementales stratégiques ou de vulnérabilités dans 05 préfectures et Mairies ; - Développement des partenariats de formation des bénéficiaires du projet avec les incubateurs sur 6 les techniques d'irrigation goutte-à-goutte et itinéraires techniques des semences améliorées de cycle court ; (- Appui aux communes dans la reconstitution de leurs zones naturelles publiques (délimitation, matérialisation, gestion et aménagement) ;				

Programme 3 Programme 3 Financement du Développement et Suivi-évaluation	Contribuer à l'amélioration des performances économiques et sociales du Bénin	Dépenses ordinaires	153 578 000	153 578 000	100		
		Dépenses d'investissement	5 254 441 000	5 392 107 354	102,62		
		Total (hors dépenses de personnel)	**5 408 019 000**	**5 545 685 354**	**102,54**	**82,92**	

- Renforcement du leadership au niveau des groupements féminins appuyés par le PCM ; - Elaboration du Cadre Décennal d'Actions pour l'accélération des ODD ; - Elaboration du manuel d'intégration des agendas 2030 et 2063 dans les documents programmatiques ; - Elaboration du rapport d'analyse de l'ECENE ; - Tenue de la première session du Conseil National de la Statistique (CNS) au titre de 2020 ; - Lancement de la collecte de données de l'enquête migration au Bénin.				
- Participation aux négociations des accords de financement des projets et programmes pour un montant global d'environ 1331,4 milliards de FCFA dont 670,9 milliards en prêts et dons ; - Accueil et suivi de soixante-dix-sept (77) missions d'identification, de préparation et d'évaluation des projets appuyés par les PTF ; - Organisation de la mission de sensibilisation des acteurs des secteurs textiles et agricoles sur les opportunités qu'offre la loi AGOA, dans les départements du Borgou, de l'Atacora, des Collines, du Mono et du Zou ; - Elaboration et édition du Rapport Annuel sur la Coopération pour le Développement ; - Organisation de douze (12) sessions statutaires du Réseau National des Observatoires de la vie Economique et Sociale du Bénin (RéNOS-Bénin) et du Réseau National en Analyse d'Impact sur la Pauvreté et le Social (RéNat-AIPS) ; - Elaboration du rapport sur le Profil Social National « Mesures prises en Conseil des Ministres pour l'amélioration du Système Sanitaire : Perception des habitants du Mono et du Couffo ; - Organisation de la revue de coopération avec les ONG Internationales intervenant au Bénin ; - Organisation de la mission de redynamisation des Comités Départementaux de Suivi et Comités Communaux de Suivi de mise en œuvre du PC2D ; - Formation des contrôleurs budgétaires sur la LOLF et ses modalités de mise en œuvre ; - Formation des cadres de la DGTCP sur les réformes comptables induites par la Loi Organique relative aux Lois de Finances ;				

RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires	4 487 079 000	4 487 079 000	100		
		Dépenses d'investissement	14 100 000 000	9 077 167 354	64,38		
		Total (hors dépenses de personnel)	**18 587 079 000**	**13 564 246 354**	**72,98**	**77,18**	
Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Contribuer à l'amélioration des performances des secteurs de l'eau et des mines	Dépenses ordinaires	919 268 000				
		Dépenses d'investissement	0				
		Total (hors dépenses de personnel)	**919 268 000**	**909 792 000**	**98,97**	**95,65**	

- Elaboration et la dissémination des textes réglementaires sur la planification des projets de développement ; - Organisation des revues du portefeuille des projets financés par la BID ; les fonds arabes et la BAD ; - Achèvement de la mise en place de la plateforme de Gestion de l'Information sur le Financement du Développement et validation du document technique et du guide des utilisateurs ; - Elaboration d'une Plateforme de Géo référencement, de Programmation et de Suivi du Programme d'investissement Publics ; - Elaboration et validation de la Note d'Orientation Stratégique sur les Investissements Publics.				
- Audit des structures du Ministère ; - Audit du Programme AQUA-VIE, exercice 2019 ; - Audit du rapport de performance du Ministère, exercice 2018 ; - Collecte et analyse des informations dans le cadre du contrôle de la mise en œuvre des recommandations issues des vérifications antérieures dans les structures du ministère (phase 1 et 2) ;				

Programme 2 Eau	Assurer équitablement l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et la valorisation de l'eau, des terres et des ressources connexes	Dépenses ordinaires	71 589 000				
		Dépenses d'investissement	43 638 079 000				
		Total (hors dépenses de personnel)	**43 709 668 000**	**30 939 750 000**	**70,78**	**68,44**	

- Organisation des revues annuelle et trimestrielle des performances du PTA du Ministère ; - Mise en œuvre des activités d'assistance-conseil aux Communes dans les secteurs l'Eau et Mines des départements ; - Elaboration des rapports d'exécution du PTA et des rapports d'avancement du PIP au cours des différents trimestres de l'année 2020 ; - Elaboration de la version tendancielle du DPPD 2021-2023 du Ministère ; - Collecte des données au niveau départemental pour la conférence de performance et des travaux de budgétisation du DPPD 2021-2023 ; - Vulgarisation du système de planification du Bénin dans les DDEM ; - Elaboration du document sectoriel de base et des fiches techniques des programmes budgétaires pour la participation du Ministère aux réunions techniques et à la conférence de performance ; - Elaboration et validation de l'annuaire statistique, édition 2018 du Ministère ; - Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne PPBS du Ministère ; - Elaboration/finalisation du rapport de performance du MEM, exercice 2019 ; - Suivi des projets et programmes du MEM, exercice 2020. - Elaboration du plan et des outils de gestion des archives du MEM.				
- Réalisation des travaux de 112 nouveaux forages et de réhabilitation de 62 forages existants : quatre-vingt-cinq (85) forages à gros débit ont été réalisés pour mobiliser au total 50 000 m3/jour ; - Réalisation de 111 forages dans le cadre du Programme d'Hydraulique Villageoise et d'Assainissement en milieu rural BID/UEMOA Phase 2 ; - Réalisation de 25 systèmes sommaires d'AEV équipés de pompes solaires et de 02 AEV multi-villages ; - Poursuite et achèvement des travaux de construction de la station de traitement de boues de vidange ; - Travaux en cours pour la réalisation des travaux d'infrastructures d'AEP dans la ville d'Adjarra ; - Travaux en cours pour la construction des barrages et d'aménagement des périmètres irrigués ; - Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de				

distribution d'eau potable des villes d'Abomey, Bohicon, Agbangnizoun, Djidja, Za-Kpota, et Zogbodomey ; - Travaux en cours pour la réhabilitation de la Rôneraie de Gôroubi (100 ha) et de la zone cynégétique de la Djona (100 ha) ; - Acquisition d'équipements de recherche de fuites d'eau (géophones, géoradars, détecteurs de bouche à clé, compresseur de chantier, débitmètres électromagnétiques à insertion, loggers de pression et de niveau, etc.) ; - Travaux de renforcement et d'extension des réseaux de distribution d'eau potable de Cotonou et Abomey-Calavi : pose d'environ 301 km de tuyaux dans les zones de Godomey, Womey, Tankpè, Alègléta, Maria Gléta et Abomey-Calavi ; - Réalisation des travaux de génie civil, de pose de conduites, d'équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques dans la commune de Parakou et ses environs ; - Construction de 10 latrines à Parakou ; - Travaux en cours pour la construction d'ouvrages d'assainissement au profit des populations des villages de Kika et de Kpassa ; - Validation du rapport définitif de l'audit technique du système de production, de gestion et de valorisation des données sur l'eau - Acquisition et installation de panneaux solaires et accessoires pour l'autonomisation en énergie du site abritant les installations et serveur du système d'Alerte Précoce (SAP) à Akpakpa ; - Validation du rapport : (i) d'audit des comptes des exercices 2013 à 2017 du PHPA ; d'achèvement du PHPA et ; (iii) des études d'impact et d'effet relatives à la réalisation des activités du PHPA ; - Réalisation de 75 forages à gros débit ; - Réalisation de 39 forages positifs pour un débit mobilisé de 12.000 m3/jour ; - Achèvement des châteaux d'eau de 07 autres systèmes ainsi que leurs équipements ; - Réalisation des châteaux d'eau à hauteur sous cuve de 04 sites (KPOTA et HOUEGAMEY, ZAFFE et DAME) ; - Travaux du château d'eau de ALEDJO 1 au niveau radier.				

Programme 3 Mines	Renforcer la contribution réelle et durable du secteur des Mines et Hydrocarbures à la croissance économique du Bénin	Dépenses ordinaires	24 487 000				
		Dépenses d'investissement	3 581 921 000				
		Total (hors dépenses de personnel)	**3 606 408 000**	**3 167 547 000**	**87,83**	**95,79**	
RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires	1 015 344 000				
		Dépenses d'investissement	47 220 000 000				
		Total	**48 235 344 000**			**89,37**	
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMPE)							

- Démarrage des activités pour le Projet de Valorisation des Ressources Minérales (PVRM) ; - Reconnaissance géologique de l'or et métaux associés dans la zone à l'Est de la chaine de l'Atacora entre autres la feuille Bembèrèkè (Départements de l'Atacora, du Borgou et de l'Alibori) et élaboration du Projet de recherche minière ; - Reconnaissance des gisements de pierres ornementales (marbre et monzosyénite) et élaboration du Projet d'évaluation des gisements de pierres ornementales ; - Audit pour la réhabilitation du laboratoire de pétrographie et de géochimie ; - Réalisation en cours des travaux de cartographie des sites d'exploitation artisanale règlementaires - Réalisation de l'étude sur la mise en place des comptoirs de collecte d'or sur les sites aurifères ; - Acquisition et l'installation des équipements techniques d'appui aux travaux de contrôle au sol ; - Acquisition d'un Workstation et accessoires pour le système d'information géominière.				

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Améliorer la gouvernance et la performance du ministère	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total (hors dépenses de personnel)	**1 207 603 000**	**726 663 704**	**60,17**	**60,97**	
Programme 2 Emploi	Créer un environnement favorable à la promotion de l'emploi décent et durable	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total (hors dépenses de personnel)	**2 697 000 000**	**2 685 330 426**	**99,57**	**75,11**	

- Réalisation de deux (02) missions de contrôle et de vérification dans les organismes sous tutelle du MPMEPE ; - Contrôle a priori et a postériori de l'exécution du plan de passation des marchés publics, des DAO et contrats de marché du Ministère ; - Organisation des revues du Plan de Travail Annuel 2020 du MPMEPE ; - Elaboration et la validation du rapport de performance 2019 du MPMEPE ; - Collecte d'informations pour le suivi évaluation des interventions du MPMEPE ; - Elaboration des documents budgétaires (DPPD 2021-2023, PAP 2021), du projet de budget 2021 et du projet de PTA 2021 du MPMEPE ; - Elaboration du projet de plan stratégique du ministère ; - Elaboration des projets d'annuaires statistiques 20218 et 2019 du ministère ; - Acquisition de mobiliers et matériels de logement et de matériels et outillages industriels (onduleurs, système de vidéo-surveillance, ventilateurs, copieurs, climatiseurs et divers).				
- Edition et vulgarisation/dissémination, après adoption par le Gouvernement, de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2020-2025 ; - Organisation d'un atelier à l'endroit des Conseillers sur la mise en œuvre du nouveau schéma de prise en charge des Demandeurs d'Emploi (DE) dans le cadre de l'intermédiation ; - Organisation, au titre de l'année 2020, des visites de prospection par les 12 antennes départementales de l'ANPE dans le cadre de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ; - Intermédiation dans les 12 antennes dans le cadre de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ; - Suivi par les Conseillers en Emploi (CE) et les Chefs Antennes (CA) des Antennes ANPE des projets mis en œuvre ; - Réalisation des travaux d'Audit dans les Antennes ANPE ; - Organisation des séances de communication sur l'orientation professionnelle en milieu universitaire dans le cadre du Programme d'Appui à la Prévention du Chômage par l'Orientation (PAPCO) ;				

- Organisation par l'ANPE, des séances de formation à l'élaboration de plan d'affaire au profit de 100 bénéficiaires choisis parmi les bénéficiaires ACV ; - Mise en place d'un cadre institutionnel de Partenariat entre l'ANPE et les Communes ; - Organisation par l'ANPE, du suivi post formation des bénéficiaires du RCDE, promotions 2017 et 2018 ; - Mise en place du dispositif national de qualification dans le volontariat et les échanges ; - Organisation du Premier forum des organisations de volontariat et d'échange du Bénin PNOV-Bénin ; - Mise en œuvre du projet «Bénévole Anti-Covid dans 20 Communes du Bénin» ; - Participation de l'OBSVJ à la mission relative au Programme de Formation du Projet Secours Jeunes ; - Adoption du Décret n°2020-242 du 15 avril 2020, portant création de l'Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ADEJ) et approbation de ses statuts ; - Organisation des séances de sensibilisation par l'ADEJ, pour impacter 40 000 jeunes dans les 77 communes du Bénin ; - Mise en œuvre, par l'ADEJ, du partenariat avec les ONG et les collectivités locales pour la sensibilisation des jeunes cibles ; - Etude pour la cartographie des zones économiques de développement de l'entreprenariat de croissance au Bénin en cours ; - Suivi des recouvrements des créances de l'ADEJ (Ex-FNPEEJ) ; - Conception et mise en place d'un dispositif de veille concurrentielle au profit des jeunes entrepreneurs de l'ADEJ ; - Renforcement des capacités opérationnelles des cadres techniques de l'OEF en statistiques du travail ; - Dynamisation du Système d'Information sur le Marché du Travail (SIMT) au Bénin ; - Renseignement de la liste minimale des indicateurs du marché du travail et de la formation professionnelle retenue par les pays de l'espace UEMOA de l'année 2019 ; - Organisation des croisades de communication sur les besoins du marché du travail et dissémination des publications de l'OEF ; - Elaboration d'un bulletin statistique sur le marché du travail.				

Programme 3 Artisanat		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total (hors dépenses de personnel)	**697 000 000**	**493 660 000**	**70,83**	**69,70**	
Programme 4 Appui aux PME	Contribuer à l'accroissement de la productivité de l'économie	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total (hors dépenses de personnel)	**1 332 000 000**	**902 634 393**	**67,77**	**60,67**	

- Organisation des sessions de formation des artisans sur la maintenance des systèmes photovoltaïques ; - Organisation, le 6 mars 2020, de la Journée de l'Artisan Béninois (JAB) qui a connu la participation d'environ 2000 personnes (artisans, étudiants et officiels) et une dizaine d'exposants ; - Organisation des missions trimestrielles d'appui-conseil et de suivi de la mise en œuvre des activités au niveau des délégations départementales de la Chambre ; - Renforcement des capacités de 50 entreprises artisanales dans le cadre du projet de labellisation de l'ananas séché, le pagne tissé kanvo, la farine de manioc panifiable, le beurre de karité et l'amande de cajou torréfiée de formation ; - Réalisation des travaux d'élaboration des comptes de gestion du FDA ; - Réalisation des études complémentaires nécessaires à la mise en œuvre concrète du projet de labellisation et de commercialisation de cinq (05) produits de l'artisanat béninois ; - Edition d'un magazine sur les grandes réalisations du FDA et de tout le secteur de l'artisanat depuis 2016 ; - Renforcement des capacités de l'Agent Comptable du FDA dans l'élaboration des comptes annuels de gestion ; - Aménagement et décoration intérieur des bureaux ; - Réalisation de l'étude pour la conception et la réalisation du packaging pour chacun des cinq (05) produits labellisés ; - Réalisation de l'étude pour la mise en place du cadre institutionnel et opérationnel de fonctionnement du Label Bénin ; - Réalisation de l'étude pour l'élaboration de plans d'affaires aux entreprises artisanales dans le cadre du projet de labellisation ; - Réalisation de l'étude-diagnostique et proposition du nouveau modèle d'intervention du FDA.				
- Mobilisation de la contrepartie nationale pour la mise en œuvre du programme de l'accord de partenariat ADF-GOB ; - Mise en œuvre du programme de l'accord de partenariat ADF-GOB ; - Réalisation des activités de communication sur les réalisations de l'ADF ; - Conception et la vulgarisation du dispositif numérisé de scoring-diagnostic des PME ;				

RECAPITULATIF		**Total**	**5 933 603 000**	**4 808 288 523**	**81,03**	**68,28**	

- Organisation des séances IEC pour l'enrôlement des PME Nouveau Départ ; - Accompagnement et suivi des PME au financement du dispositif de la BCEAO et d'autres banques ; - Visite de la première vague de PME sélectionnées pour bénéficier d'un accompagnement au financement du dispositif de la BCEAO et d'autres banques ; - Formation de quarante-cinq (45) promoteurs de PME sur le civisme fiscal ; - Organisation des séances d'information et de formation des MPME labélisées sur la commande publique ; - Participation aux foires virtuelles dans le cadre de l'accompagnement à la promotion des produits et services des PME via des événements culturels ; - Organisation de deux séances d'échanges sur les mesures prises pour atténuer les effets du Covid-19, dans le cadre de l'appui du gouvernement au profit des PME (briefing et évaluation) ; - Sensibilisation et information sur les mesures gouvernementales de relance économique dans le cadre de l'accompagnement des PME au financement dans le cadre de la mise en œuvre des mesures gouvernementale de riposte contre le COVID19 ; - Réalisation de supports de communication pour la promotion de l'appui aux PME ; - Elaboration, le lancement et la vulgarisation des programmes de formation du CePAG ; - Renforcement des capacités managériales des PME et PMI sur la rationalisation de la gestion des entreprises pour le compte du deuxième trimestre ; - Sélection des cabinets spécialisés dans le cadre de la mise en œuvre des plans de transformation des PME Label et Pro diagnostiquées ; - Renforcement des capacités managériales des ressources humaines dans l'administration publique ; - Renforcement des capacités managériales des PME et PMI sur la rationalisation de la gestion des entreprises ; et - Réfection du foyer d'accueil du CePAG.				

Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Améliorer la performance et l'efficacité de l'administration du secteur de la justice	Dépenses ordinaires	2 439 361 000	2 424 929 000	99,41		
		Dépenses d'investissement	0	0	-		
		Total	**2 439 361 000**	**2 424 929 000**	**99,41**	**69,72**	
Programme 2 Cadre législatif, normatif et institutionnel	Renforcer l'indépendance et l'intégrité de la justice et garantir à tous un accès à une justice de qualité	Dépenses ordinaires	331 616 769	331 616 403	100		
		Dépenses d'investissement	0	0	-		
		Total	**331 616 769**	**331 616 403**	**100**	**62,28**	

- Acquisition, réception et distribution de robes au profit des magistrats ; - Elaboration de la théorie de changement des projets programmes du Ministère; - Acquisition de matériels informatiques au profit du MJL ; - Elaboration et validation de l'annuaire statistique 2018 et 2019 du ministère ; - Elaboration des documents budgétaires (PAP et DPPD) 2021-2023 du MJL ; - Acquisition et réception des fournitures de bureau au profit des directions ; - Elaboration du rapport de performance 2019 du MJL, - Suivi de la réalisation des chantiers ; - Organisation des monitorings trimestriels ; - Réalisation de l'inventaire du patrimoine du MJL ; - Formation des points focaux en Excel avancé ; - Elaboration et validation du guide des usagers au profit du MJL ; - Acquisition, réception et déploiement des anti-virus ; - Acquisition de pièces et entretien et maintenance des salles serveurs des juridictions et l'administration centrale ; - Renforcement des capacités des acteurs sur le nouveau code et de ses décrets d'application au profit des gestionnaires de crédit et agents.				
- Organisation des missions d'enquêtes de contrôles et de vérification par l'IGSJ (travaux d'examen des chaines pénale et civiles des juridictions du ressort de la CA Parakou, contrôle d'examen des caisses au niveau du TCC et de la CRIET, contrôle de mise en œuvre des recommandations des missions antérieurs par l'IGSJ, réalisation de 06 missions sur saisines, contrôle de la gestion administrative, comptable et financière des tribunaux de Kandi, Parakou et de la CA Parakou) ; - Visite des Organisations de la Société Civiles (OSC) ayant bénéficié des admissions en franchise ; - Acquisition et réception des fournitures et carburant pour le fonctionnement des structures du programme ; - Tenue des deux sessions de la CNLC ;				

Programme 3 Services judiciaires	Améliorer la performance et l'efficacité de l'administration judiciaire	Dépenses ordinaires	828 717 807	828 717 807	100		
		Dépenses d'investissement	2 056 500 000	2 056 122 814	99,98		
		Total	**3 885 217 807**	**3 884 840 621**	**99,99**		

- Validation de l'avant-projet de décret instituant une étude préalable de l'impact des projets ou propositions de lois et des projets de décrets autonomes au Bénin ; - Tenue de la session de la commission Nationale de l'OHADA ; - Organisation d'un atelier d'opérationnalisation des recommandations issues du forum sur les chefferies traditionnelles de 2008, le 10 décembre 2020 ; - Séance d'appropriation du contenu du protocole d'accord cadre par les ONG ; - Suivi de l'existence physique et fonctionnelle des OSC ; - Organisation d'un atelier de formation des OSC sur les techniques de mobilisation des ressources fiables pour une intervention durable des OSC ; - Sensibilisation des OSC au respect des dispositions fiscales auxquelles elles sont assujetties - Poursuite de la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité du projet RePaSoc ; - Appui aux organisations, aux coalisions d'organisation à valeur ajoutée reconnues dans les secteurs concernés (mise en place de financement des OSC) ; - Supervision de la mission d'actualisation de la base des données sur les OSC et le RePaSoc ; - Supervision de la mission d'actualisation de l'avant-projet de la loi cadre régissant les OSC et du cadre de concertation Etat Société Civile par le RePaSoc.				
- Suivi des chantiers en cours d'exécution et remise de site pour les nouveaux contrats de marché relatifs aux travaux dans les juridictions ; - Acquisition de kit de sécurité au profit des TPI de Pobè et de ¨Porto-Novo ; - Acquisition de matériels informatiques au profit du projet modernisation services judicaires (PMSJ) ; - Réception provisoire des travaux de réhabilitation de la salle d'audience du TPI Djougou ; - Installation de 45 tableaux d'affichage de types modernes et 07 écrans multimédias sont déjà réalisés et acquis au profit des TPI Cotonou, Porto-Novo, à la CA de Cotonou et à la CRIET ;				

- Achèvement du lot 1 des travaux de construction du CSEA Agblangandan ; - Travaux de pose de climatiseurs achevés au TPI Parakou ; - Réhabilitation des anciens bâtiments des TPI et CA (travaux de pavage, d'assainissement et d'aménagement des cours de la CA de Parakou lot1) ; - Construction de guérites, de parking, de badigeonnage et de revêtement de sol dans les juridictions (construction de parking au TPI de Natitingou, travaux de peinture au TPI Allada ; - Réalisation des travaux de latrines publiques modernes aux TPI de Ouidah ; - Réfection de certains tribunaux comme peinture et de carrelage du TPI Parakou, étanchéité au TPI Savalou, reprise de pan de clôture au TPI de Pobè, étanchéité et construction d'escaliers aux TPI de Cotonou et de Ouidah, etc. ; - Réalisation des travaux de construction d'un abri pour l'élevage des porcs au CSEA Agblangandan ; - Réalisation des travaux d'aménagement au niveau du CSEA Aplahoué ; - Acquisition d'un groupe électrogène au profit du TPI Cotonou ; - Réalisation des travaux de réparation du contacteur et de l'inverseur du groupe électrogène au TPI de Natitingou, Abomey-Calavi, Pobè, Parakou et Kandi ; - Livraison des 10 000 exemplaires du guide en matière de procédure administrative à l'usage du public et de 2000 exemplaires à l'usage des acteurs ; - - Acquisition et réception des 18 ouvrages relatifs aux chambres administratives en 20 exemplaires, soit un total de 360 ouvrages ; - Elaboration du rapport d'exécution du PTA au 31 décembre 2020 - Développement d'une application informatique pour la gestion du contentieux administratif ; - Sensibilisation des élus locaux et les populations sur la fonctionnalité des chambres administratives au niveau des juridictions de fond ; - Évaluation à mi-parcours du projet d'opérationnalisation des chambres administratives dans les juridictions de fonds (POCA) ; - Paiement de la dette relative à l'élaboration du Plan de communication pour la fonctionnalité des chambres administratives au niveau des juridictions ; - Formation intensive des magistrats et greffiers des juridictions pilotes sur le traitement des dossiers de contentieux administratifs.				

Programme 4 Système pénitentiaire	Améliorer la performance du système pénitentiaire	Dépenses ordinaires	2 000 000 000	2 000 000 000	100	
		Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	100	
		Total	**3 000 000 000**	**3 000 000 000**	**100**	**63,96**

- Acquisition et l'installation du logiciel de gestion budgétaire ; - Acquisition du matériel informatique au profit des Établissements Pénitentiaires ; - Paiement des produits pharmaceutiques au profit des détenus ; - Acquisition et installation des caméras de surveillances au profit des établissements pénitentiaires de Natitingou, Kandi et Parakou ; - Acquisition d'un détecteur de téléphone portable au profit des EP ; - Attribution et signature du contrat pour l'acquisition de trois véhicules spécialisés dans le transport des détenus ; - Réalisation des travaux d'évacuation des eaux pluviales et réalisation des regards au profit des maisons d'arrêt de Savalou et Abomey-Calavi ; - Lancement du dossier d'appel d'offre pour la réalisation des travaux de la construction de la clôture externe de la maison d'arrêt de Kandi ; - Acquisition et installation des systèmes de panneau solaire à la maison d'arrêt de Kandi ; - Acquisition et installation des systèmes d'alerte dans les bâtiments des détenus des établissements pénitentiaires de Porto Novo, Akpro- Missérété, Abomey Calavi, Lokossa et Abomey ; - Formation continue des surveillants, régisseurs et renforcement des capacités du personnel et du Conseil d'Administration (formation en ligne sur « PROJECT MANAGEMENT PROFESSIONAL. »; formation dispensée à l'APB aux personnels administratif et pénitentiaire sur le thème « Marchés publics : confection des DAO, évaluation des offres et suivi -évaluation des contrat » ; formation dispensée à la résidence EMEFA sur le thème '' Administration du système et réseau informatique'') ; - Réalisation des travaux de réhabilitation de la ferme pénitentiaire (quatre (04) bassins pour la pisciculture, un (01) bâtiment pouvant abriter 1000 pondeuses, un (01) bâtiment pouvant abriter 500 coquelets) ; - Acquisition de deux (02) groupes électrogènes pour les établissements pénitentiaires de Ouidah et Natitingou et deux (02) moto pompes pour les EP de Cotonou et Abomey-Calavi ; - Acquisition d'intrants pour l'exploitation de la ferme pénitentiaire de la PC d'Akpro-Missérété ;				

Programme 5 Droits humains	Renforcer l'indépendance et l'intégrité de la justice et garantir à tous un accès à une justice de qualité	Dépenses ordinaires	221 065 807	221 065 807	100		
		Dépenses d'investissement	524 500 000	496 662 000	94,69		
		Total	**745 565 807**	**717 727 807**	**96,27**	**74,47**	

- Réalisation des travaux confortatifs au niveau des établissements pénitentiaires de Porto-Novo et Akpro-Missérété ; - Formation des détenus aux activités socio-professionnelles génératrices de revenus ; - Recrutement de dix (10) infirmiers au profit des établissements pénitentiaires ; - Confection des enseignes des Etablissements Pénitentiaires et plaquettes des bureaux de l'APB.				
- Organisation de trois séries de formation sur le cadre harmonisé des finances publiques au profit de 146 participants (Gestionnaires de Projets, Directeurs centraux et techniques, Chefs de juridictions et de Parquets, Agents Comptables, Greffiers en Chef) et autres cadres du MJL ; - Réalisation et validation de l'étude sur évaluation du PNDSJ ; - Suivi des OSC ayant bénéficiés du financement du projet d'appui à la justice (PAJ) ; - Acquisition et installation de data center à la Cour d'Appel de Cotonou ; - Formation des OPJ et des magistrats sur les techniques d'enquêtes financières pénales ; - Remise officielle de construction de dortoirs et d'ateliers de formation à la PC de Lokossa ; - Remise officielle des travaux de construction d'un château d'eau autonome (forage + château) à la PC de Lokossa ; - Renforcement des capacités des membres de la chambre des comptes du parquet ; - Formation sur le logiciel de suivi-évaluation des projets et programmes x-Project ; - Appui à la lutte contre le COVID 19 en milieu pénitentiaire (des intrants pour la fabrication de gel hydro alcoolique, de savon liquide, d'eau de javel fabriqués par les détenus ont été distribués dans les juridictions et structures sous tutelle du MJL ; - Élaboration et validation du guide de veille citoyenne des OSC ; - Élaboration et validation du manuel de procédure de la CBDH ; - Organisation des cliniques juridiques en droits de l'homme pour la vulgarisation des textes dans les communes de Lalo, Djakotomey, Aplahoué dans le Couffo ; Covè, Bohicon et Abomey dans le zou ; Bembèrèkè, N'Dali et Parakou dans le Borgou ; Natitingou, Boukoumbé et Matéri dans l'Atacora ;				

- Élaboration du cadre de mesure de performance du PAAAJRC II ; - Validation de l'avant-projet de rapport initial sur la mise en œuvre de la convention internationale sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles ; - Validation de rapport initial de mise en œuvre de la convention sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;				
- Formation des 77 maires du Bénin sur la prise en compte des droits humains dans les politiques et la prise de décisions au niveau local ; - Examen de l'avant-projet de loi portant aide juridique en République du Bénin ;				
- Mise à disposition de l'APB pour quatre années de 7 médecins et 5 psychologues au profit des établissements pénitentiaires du Bénin ;				
- Renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire sur l'approche genre et les violences basées sur le genre - Renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire sur l'évaluation environnementale ; - Formation des Inspecteurs des organes de contrôle de l'ordre administratif sur la réalisation de l'audit de performance dans les structures publiques : techniques et méthodes ; - Formation des Inspecteurs des organes de contrôle de l'ordre administratif sur le recouvrement des fonds indument perçus ou détournés au Bénin ; - Formation des acteurs sociaux des départements de l'Atacora, de la Donga, du Mono et du Couffo sur les mécanismes et procédures de protection de l'enfant ; - Formation des magistrats, des CPS, des CAPE, les membres et le personnel de l'ACAIB sur les nouvelles procédures d'adoption et sur les thématiques liés à l'adoption ; - Formation du personnel administratif et pénitentiaire de l'APB sur les pratiques du greffe et des statistiques pénitentiaires ; - Appui en équipement au profit de l'APB (3 machines à coudre moderne, 3 machines de tissage,1200 bobines) ; - Formation des acteurs judiciaires sur les conventions relatives aux droits de l'homme ; - Rapport d'exécution du PTA au 31 décembre 2020 - Séances d'échanges avec les chefs village, maîtres artisans et les responsables des CAPE dans 08 communes soit 195 acteurs de la chaine de protection, - Visite aux enfants détenus dans les maisons d'arrêt et prisons civiles de Savalou, d'Abomey et de Lokossa ;				

RECAPITULATIF (Hors dépenses de personnel)		Dépenses ordinaires	6 820 761 00	6 806 328 220	99,79		
		Dépenses d'investissement	3 581 000 000	3 552 784 814	99,21		
		Total	**10 401 761 383**	**10 359 113 034**	**99,59**	**67,63**	
Ministère de l'Energie							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Contribuer à l'amélioration des performances du secteur de l'énergie	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**1 971 213 000**	**1 965 890725**	**99,73**	**98,45**	

- Distribution de Kits scolaires au profit des écoliers et élèves du ressort de la commune d'Aphahoué ; - Organisation de la journée de l'enfant africain et de celle de l'enfant béninois au profit de 70 enfants suivis ; - Sensibilisation des élèves et des élus locaux de Djougou, Bassila et Parakou (05 CEG) ; - Formation de 05 jeunes filles du ressort du CSEA Parakou suivies en enfilage de perles ; - Paiement des frais de scolarité, d'apprentissage et pensions alimentaires du ressort du CSEA Parakou.				
- Organisation des revues trimestrielles et annuelle du PTA ; - Elaboration du premier draft du DPPD 2021-2023 ; - Contrôle de la gestion administrative, comptable et financière des structures du ME.				

Programme 2 Energie	Assurer la fourniture des services énergétiques de qualité, en quantité suffisante et aux conditions optimales de coût	Dépenses ordinaires				
		Dépenses d'investissement				
		Total	**54 169 988 00**	**52 664 062 334**	**97,22**	**73,50**

- Réalisation des travaux d'alimentation en énergie électrique des localités de Bessassi-Bouka et Dounkassa ; - Réalisation des travaux d'alimentation en énergie électrique des localités de Kpohoungonou et Djakoté dans la Commune de Comè ; - Réception des travaux BT de Kotari et Itadjebou ; - Réalisation de l'attachement des travaux BT de Maregourou ; - Acquisition des chaînes d'isolateurs en silicone et isolateurs rigides pour les travaux de mise aux normes de tronçon de ligne Nikki-Kalalé ; - Réalisation des travaux de densification des réseaux de distribution BT de la localité de Honcomè dans la Commune de Comè pour l'amélioration de la qualité de service au profit des populations ;				
- Acquisition de 75.000 compteurs à prépaiement de type STS au profit de la SBEE : La totalité des 75.000 compteurs est réceptionnée et stockée au magasin de la SBEE ;				
- Acquisition de 75000 accessoires et pose des kits de branchements aux abonnés de la SBEE (la totalité des 75.000 compteurs est réceptionnée et stockée au magasin de la SBEE) ; - Lancement d'un appel d'offres pour la construction en EPC d'une centrale thermique de 143 MW en cycle combinée avec celle de 127 MW mise en service le 29 août 2019.				
- Lancement des activités de la construction de la centrale solaire photovoltaïque de 25 MW dans le cadre du projet DEFISOL.				
- Sélection de 11 entreprises dans le cadre d'un appel à projets de la Facilité pour l'énergie propre hors réseau (OCEF) pour la construction de 8 mini-grids solaires. Les différents projets permettront d'augmenter la capacité de production d'électricité du Bénin de 13,4 MW et de fournir une énergie fiable et de qualité à 128 localités grâce à des mini-grids solaires et à 39 localités grâce à des systèmes solaires domestiques ;				
- Construction, renforcement et densification des réseaux de transport et de distribution ; ce qui a permis de porter la longueur totale du réseau HTB (Haute Tension 63 et 161 kV) à 1785 km en 2020. La longueur totale du réseau HTA (Haute Tension 15, 20 et 33 kV) est portée à 5696 km. Quant à la longueur totale du réseau BT (Basse tension), elle est passée de 6807 km en 2020.				
- Réalisation des travaux d'électrification dans 46 localités rurales dont 22 sont achevés et 24 sont en cours ;				

RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires	**2 632 702 000**	**2 577 350 465**	**97,90**		
		Dépenses d'investissement	**53 508 499 000**	**52 052 997 247**	**97,28**		
		Total	**56 141 201 000**	**54 630 347 712**	**97,31**	**78,49**	
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance							
Programme 1 Pilotage et soutien aux services du MASM	Améliorer la gouvernance et la performance du MASM	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**2 479 833 000**	**2 407 669 860**	**97,09**	**78,63**	

- Réalisation des travaux d'extension dans 22 localités dont 14 sont achevés ; - Elaboration des Dossiers Techniques et des DAO pour les travaux de construction de réseaux de distribution dans 100 localités rurales et l'extension dans 76 localités péri-urbaines.				
- Organisation de 02 sessions du comité d'étude et d'élaboration des projets d'accords de partenariat avec les OSC et 01 mission d'appui-conseil à au moins 10 OSC ayant signé un accord de partenariat avec le Ministère ; - Octroi de secours nationaux à 1011 personnes indigentes ; - Accompagnement de 62 personnes vulnérables face à la justice ; - Réinsertion de 20 enfants incarcérés libérés ; - Prise en charge psychosociale de 61 détenus ; - Tenue des Commissions Administratives Paritaires (Ex Dialogue Social) ; - Tenue de la commission Nationale de Mutation du Personnel du MASM ; - Formation des cadres de la DAF sur les fonctions avancée de Excel, Word, Powerpoint, OneNote ; - Renforcement des capacités des agents en charge de la documentation et				

Programme 2 Promotion socio-économique des couches vulnérables	Améliorer le bien-être des couches vulnérables	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**4 126 908 590**	**3 976 689 117**	**96,36**	**62,18**	

des secrétariats du Cabinet et centraux du MASM ; - Inventaire du patrimoine, codification (Biens meubles, immeubles et compteurs du MASM) ; - Élaboration du compte administratif du MASM au titre de la gestion 2019 ; - Disponibilité de la plateforme de la bibliothèque numérique de protection de l'enfant ; - Renforcement des capacités des assistants sociaux des CPS et SSS sur la conduite des enquêtes sociales et la rédaction des rapports d'enquête sociale ; - Audit de la gestion des dettes sociales et fiscales de l'OFFE et du FASN ; - Audit de la gestion administrative, comptable et financière de la DDASM Mono et de la DDASM Borgou ; - Formation de 40 points focaux et cadres de la DPP sur la budgétisation suivant l'approche programme et les finances publiques sensibles aux enfants et au genre ; - Formation des 85 CPS et 12 DD en planification, budgétisation, suivi et rapportage à Cotonou, Parakou et Bohicon ; - Finalisation du Plan stratégique du MASM ; - Finalisation du Plan de Décentralisation Déconcentration du MASM ; - Organisation de 300 suivis au profit de 600 bénéficiaires d'appuis (Victimes de VBG, PTA, PH, triplés, CAPE, GF, secours nationaux ; - Animation des séances de rééducation fonctionnelles par les volontaires RBC dans 5 espaces contact des arrondissements périphériques de Malanville et extension des espaces contacts dans la commune de Kandi.				
- Appui en kits scolaires à 3 760 enfants vulnérables ; - Appui d'urgence à 7 911 personnes ou ménages vulnérables (victimes VBG, PH, PTA, OEV et autres indigents) ; - Appui à la prise en charge de 1 636 malades indigents ; - Sensibilisation de 117 678 personnes sur les risques liés au COVID 19 et aux dispositions à prendre pour mieux se protéger ;				

- Installation de 5 comités SOP's et de 29 comités « les hommes s'engagent » dans les communes d'Abomey-Calavi et de Sô-Ava ; - Appui en numéraire à 60 parents de triplés, quadruplés et plus ; - Remise d'appui financier à 80 étudiants handicapés non boursiers et non secourus ; - Octroi d'aides techniques à 40 personnes handicapées et 10 cas sociaux pour leur mobilité ; - Appui à 12 communautés sinistrées (4 en numéraires et en nature et 8 en matériels et vivres) ; - Appui sanitaire à 43 personnes handicapées et cas sociaux ; - Prise en charge de 101 malades mentaux errants dans les villes ; - Appui en kits scolaires à 3 760 enfants vulnérables ; - Appui d'urgence à 7 911 personnes ou ménages vulnérables (victimes VBG, PH, PTA, OEV et autres indigents) ; - Appui à la prise en charge de 1 636 malades indigents ; - Sensibilisation de 117 678 personnes sur les risques liés au COVID 19 et aux dispositions à prendre pour mieux se protéger ; - Installation de 5 comités SOP's et de 29 comités « les hommes s'engagent » dans les communes d'Abomey-Calavi et de Sô-Ava ; - Appui en numéraire à 60 parents de triplés, quadruplés et plus ; - Remise d'appui financier à 80 étudiants handicapés non boursiers et non secourus ; - Octroi d'aides techniques à 40 personnes handicapées et 10 cas sociaux pour leur mobilité ; - Appui à 12 communautés sinistrées (4 en numéraires et en nature et 8 en matériels et vivres) ; - Appui sanitaire à 43 personnes handicapées et cas sociaux ; - Prise en charge de 101 malades mentaux errants dans les villes ; - Remise d'appui matériel et d'une enveloppe financière de 3.000.000 F à la Fédération des Associations des Personnes Handicapées du Bénin (FAPHB) ; - Appui en vivres à 04 CAPE et 06 familles hôtes ; - Organisation de séances de sensibilisation au profit des ménages pauvres bénéficiaires du Projet ACCESS dans 17 communes sur les mesures d'accompagnement pour un changement de comportement ; - Appui nutritionnel au profit de 21 associations de PVVIH ; - Supervision de la remise des kits aux OEV et des appuis et PVVIH ;				

Programme 3 Développement de l'industrie de la microfinance	Favoriser l'accès aux services financiers à tous	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**16 768 132 000**	**16 478 043 316**	**98,27**	**60,24**	

- Appui en matériels à 29 groupements féminins des 12 départements ; - Organisation de deux sessions de formation de 208 femmes leaders pairs éducatrices de 6 départements (Atacora, Ouémé, Littoral, Atlantique, Borgou, Couffo) sur les abus sexuels en milieu scolaire et le maintien des filles à l'école ; - Appui au paiement des frais d'exéat de 99 accouchées en difficultés dans les hôpitaux publics ; - Organisation de deux sessions de formation sur le code de l'écriture braille et le dialogue en langue de signe avec remise de matériels didactiques au profit de 37 enseignants des CPSA ; - Organisation d'une semaine de promotion du vieillissement actif dans le Centre d'Intégration et d'Épanouissement des Personnes Âgées (CIEPA) Abomey à l'occasion de la Journée Internationale des Personnes Âgées ; - Formation de 320 femmes et filles handicapées sur la Santé Sexuelle et Reproductive, Planification Familiale, Violences Basées sur le Genre, suivi d'offre de kits sanitaires de protection ; - Organisation d'un atelier de haut niveau sur la promotion et la protection des Droits de l'Enfants ; - Organisation d'un plaidoyer auprès des maires des 14 communes des départements du Borgou et de l'Alibori pour l'intensification des actions de protection de l'enfant, notamment la prise en charge des enfants en situation difficile.				
- Mise en place des Refinancements au profit des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) : RCF Remboursement des emprunts BADEA (I et II) ; - Octroi de micro crédit mobile à plus de 15.097 bénéficiaires ; - Financement des Activités Agricoles en milieu Rural sur BADEA II de 332 personnes ; - Sensibilisation de 819 clients des SFD sur l'éducation financière ; - Suivi et recyclage de 536 clients des SFD bénéficiaires en éducation financière ; - Sensibilisation de 199 élus locaux sur leurs responsabilités en matière d'inclusion financière ; - Sensibilisation de 375 responsables de SFD sur les enjeux de la gouvernance de leurs institutions.				

RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**23 374 873 590**	**22 862 402 293**	**97,81**		
Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale							
Programme 1 Pilotage et Soutiens aux Services du MDGL	Améliorer la qualité des services offerts aux usagers/ clients par les structures du ministère	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

- Coordination des Activités des différentes structures du Ministère : Les activités effectuées au cours du premier ont été sous la supervision du Cabinet et du Secrétariat Général du Ministère ; - Acquisition des fournitures et consommables au profit des structures du niveau central ; - Appui à la gestion des carrières des personnels des collectivités territoriales décentralisées suivant les dispositions de la loi portant statut de la fonction publique territoriale : La mission n'a pas encore eu lieu mais les préparatifs ont évolué ; - Elaboration des documents de programmation pluriannuelle des dépenses ; - Organisation de la revue du PTA du premier semestre ; - Acquisition du matériel, mobiliers, équipements, pneus et pièces de rechanges au profil du ministère ; - Règlement des charges locatives pour les véhicules sous leasing ; - Organisation de la tournée du ministre; - Elaboration des états d'effectif du personnel présent au poste au 1er janvier 2020; - Procédure de recrutement d'un prestataire pour l'achèvement des travaux de réfection de la préfecture d'Abomey suite à l'autorisation de la DNCMP (en cours) ; - Réception provisoire des travaux de construction de la salle de conférence ;				

Programme 2 Gouvernance et Développement à la Base	Renforcer le développement à la base	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

- Organisation de séances d'échanges sur la réhabilitation du bâtiment principal de l'IGAA ; - Procédure de signature de contrat en cours pour la peinture et câblage des murs extérieurs du bâtiment ; - Procédure de recrutement d'un prestataire pour l'acquisition et l'installation d'un ascenseur ; - Blocage des travaux de câblage du fait de l'intervention des travaux d'assainissement engagés par la Présidence de la République ; - Réception en cours des équipements sur le projet.				
- Mission de suivi des recommandations, d'audit organisationnel et du point de la mise en œuvre de la comptabilité des matières dans six (6) préfectures à savoir Abomey, Dassa, Djougou, Parakou, Pobè et Porto-Novo ; - Poursuite et achevé au cours de la période sous revue la mission de contrôle technique approfondi dans cinq (05) communes à savoir Dangbo, Zè, Ouinhi, Avrankou, Klouékanmè ; - Préparation de la mission d'audit sur le FADeC au titre de la gestion exercice 2019 dans les 77 communes du Bénin ; - Préparation du lancement de la vulgarisation du code validé en décembre 2019 ; - Restitutions des résultats des audits FADeC 2019 au niveau national et communal ; - Organisation des contrôles du suivi des recommandations des missions antérieures des commandes publiques et des commandes publiques et de l'utilisation des ressources de six (06) Préfectures ; - Transfert des ressources FADEC (Fonctionnement et Investissement) au titre du 1er semestre ; - Organisation de deux missions de suivi de l'utilisation du FADeC et d'assistance ; - Mise en place de place forme web d'information et de consultations des BTR et autres documents sur les finances locales ; - Réalisation de l'étude portant identification des critères de répartition du FADeC fonctionnement ;				

Programme 3 Programme d'Appui à la Déconcentration.	Adapter les prestations des structures de l'administration centrale et déconcentrée aux exigences de la décentralisation	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

- Renforcement des capacités de deux cadres (formations/ recyclage) du SP CONAFIL au Cameroun ; - Réception provisoire en cours des travaux d'estampillage des hangars construits sur le projet ; - Paiement des décomptes relatifs aux travaux de réfection des anciens hangars dans le marché d'Aîffa/Zé lot 2 et du cabinet pour le suivi et le contrôle des travaux d'assainissement et d'aménagement du marché Aïffa/Zé ; - Réalisation d'un attachement sur le chantier relatif aux travaux d'achèvement de la construction du marché de Agbangnizoun. Travaux presque achevés ; - Autorisation de la DNCMP pour la résiliation des contrats relatifs aux construction dans les marchés de Dassa-Zoumè et de Allada ; - Procédure cours pour le recrutement de prestataires pour l'achèvement des travaux de Dassa-Zoumè et Allada ; - Evaluation des travaux restants et élaboration des dossiers techniques sur les chantiers de Allada et Dassa ; - Identification des fournitures de bureau et lancement des commandes ; - Paiement du dernier décompte des travaux de construction des marchés de Dangbo.				
- Elaboration du PAAC 2021 dans tous les départements ; - Suivi et mise en œuvre du PAAC 2020 ; - Organisation des tournées des autorités préfectorales ; - Tenue des sessions du CDCL; - Organisation de 06 sessions de la CAD ; - Organisation de deux (02) réunions du Comité Départemental de Sécurité ; - Organisation des missions d'assistance conseil dans les communes ; - Collecte des données dans les communes pour l'élaboration de l'annuaire statistique départementale ; - Acquisition des fournitures de bureau ; - Organisation des réunions du comité départemental de transhumance ; - Acquisition des fournitures de bureau au profil des préfectures				

RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA POSTE (MCP)

- Renforcement des capacités de deux cadres (formations/ recyclage) du SP CONAFIL au Cameroun ; - Réception provisoire en cours des travaux d'estampillage des hangars construits sur le projet ; - Paiement des décomptes relatifs aux travaux de réfection des anciens hangars dans le marché d'Aîffa/Zé lot 2 et du cabinet pour le suivi et le contrôle des travaux d'assainissement et d'aménagement du marché Aïffa/Zé ; - Réalisation d'un attachement sur le chantier relatif aux travaux d'achèvement de la construction du marché de Agbangnizoun. Travaux presque achevés ; - Autorisation de la DNCMP pour la résiliation des contrats relatifs aux construction dans les marchés de Dassa-Zoumè et de Allada ; - Procédure cours pour le recrutement de prestataires pour l'achèvement des travaux de Dassa-Zoumè et Allada ; - Evaluation des travaux restants et élaboration des dossiers techniques sur les chantiers de Allada et Dassa ; - Identification des fournitures de bureau et lancement des commandes ; - Paiement du dernier décompte des travaux de construction des marchés de Dangbo.				

Programme 1 Pilotage et Soutiens aux Services		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					
Programme 2 Information, communication et Poste		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					
RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

- Payement des salaires des agents ; - Elaboration du premier draft du DPPD 2021-2023 ; - Paiement des charges leasing, des charges de téléphone, d'eau et d'électricité pour le premier semestre ; - Organisation de la revue du PTA au 30 juin ; - Elaboration de l'état nominatif du MCP ; - Achat de carburant pour le fonctionnement du premier semestre ; - Organisation des missions de contrôles dans le cadre du Programme Harmonisé ; - Elaboration du Plan de Passation des Marchés (PPM) 2020 - Organisation d'activités relatives à la communication gouvernementale				
- Transfert des subventions aux organismes sous tutelle ; - Couverture médiatique des événements au cours du premier semestre ; - Diffusion en bande KU et C des programme de l'ORTB au cours du premier semestre ; - Diffusion en bande KU des programmes de BB24.				

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)						
Programme 1 Pilotage et Soutien des Services du MAEP	Améliorer les performances des structures chargées de l'Administration et de la gestion du secteur agricole	Dépenses ordinaires				
		Dépenses d'investissement				
		Total				

- Elaboration du rapport budgétaire sectoriel 2019 ;
- Participation aux réunions techniques dans le cadre de la préparation du budget 2021 ;
- Participation du MAEP à la conférence de performance ;
- Tenue deux ateliers d'élaboration Rapports Annuels de Performance gestions 2017 et 2018 ;
- Atelier d'élaboration du rapport de performance du secteur pour le compte de la gestion 2019 ;
- Formatage du PTAB 2020 au mode programme ;
- Renforcement du pack informatique (12 ordinateurs) ;
- Mise en place dispositif de lave-main dans les centres de traitement ;
- Archivage/vérification/codification et saisie des questionnaires ''recensement des ménages agricoles et para agricoles'' : saisie module de base (71/77) ;
- Paiement agents de traitement : 602/689 ; 61 340 000/70 180 000 FCFA ; ressources sécurisées pour le second mois de travail ;
- Mobilisation de l'équipe d'analyse de traitement ;
- Elaboration du plan du rapport du module de base ;
- Formalisation accord avec la FAO en cours (accord verbal acquis) : Dispositions logistiques pour formation des formateurs, Implémentation des questionnaires sur Survey Solutions, Test des questionnaires, Mobilisation ressources ;
- Evaluation conjointe de la sécurité alimentaire et des marchés ;
- Supervision des opérations de collecte des prix des produits agricoles ;
- Collecte informations sur marchés agricoles et à bétail : 65 marchés suivis dont 15 marchés à bétail ;
- Elaboration et validation des TdR pour la mise en œuvre des activités ;
- Organisation de la revue du PTAB MAEP au 31/12/19 ;
- Organisation de la revue du deuxième trimestre des projets et programmes du MAEP ;
- Préparation technique du processus d'élaboration des Documents de

Programme 2 Agriculture	Améliorer la contribution de l'agriculture au développement socio-économique national	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

Planification Départementale Harmonisée pour l'année 2020 ; - Participation à l'élaboration de la stratégie d'approvisionnement des cantines scolaires en vivres à partir de la production locale ; - Réalisation mission d'échanges avec AMSANA et partenaires dans le cadre du suivi de la SAN ; - Participation aux activités d'implémentation de l'outil mVAM au Bénin ; - Suivi à distance de la SAN en période de COVID-19 avec le guide d'information sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; - Elaboration et publication du bulletin LISA-SAP ; - Réalisation de la phase pilote de la cartographie des risques dans 5 structures du MAEP ; - Appui à l'élaboration de la cartographie des risques dans 24 structures ; - Appréciation du rapport de performance au titre de l'année 2018 ; - Supervision des premières sessions de CCos et CDèS au titre de 2020 ; - Mise en place d'un Centre d'appel (Call Center : version start up mobile) au profit des ressortissants des CAB (action pilote territoriale) ; - Organisation de la 1ère revue départementale du secteur agricole dans le Plateau.				
Production 3 335 580 de rejets épurés provenant des opérations de sélection massale suivies par les conseillers ananas du Pôle 7 – Mise en place 184 137 rejets d'ananas des Communes zones d'extension au profit 23 producteurs – Mise en place dans les 24 communes du pôle 7 de 46 350 g de semences (tomate platinum : 2 400 g, tomate Padma : 3 900 g, Piment Sunny : 9 900 g, Piment Gbatakin : 5 950 g, carotte All season : 12 800 g, Laitue Eden : 11 400 g), de 765,5 litres d'insecticides (Pacha : 624,5 litres et d'acarius : 141 litres) et 145,5 Kg de fongicides (Topsin M) – Organisation trois missions d'appui technique à la production maïs grains et semence au Pôle 2 – Acquisition et installation de 300 plants performants au profit de trois exploitants de parcs à bois (3 x 0,5 ha) de production de greffons d'anacardiers dans le Pôle 2	Part des productions végétales à la croissance du PIB agricole			
	Proportion d'exploitants agricoles ayant adopté au moins une pratique de gestion durable des terres			

– Production de 63 512 plants certifiés d'anacardiers – Contrôle qualité des semences (riz, maïs, cultures maraichères) à la distribution et au stockage dans le département de l'Ouémé – Certification 61,5 tonnes semences riz (Collines : 41,5T - Borgou : 14,810T - Atacora : 5,2T) – Semences certifiées maïs mises en place : 439,79 t – Acquisition de 6225 Tonnes d'engrais NPK SB Zn et Urée 46%N – Acquisition 1000 tonnes d'engrais NPK MgO – Formation 10 000 chefs d'entreprises agricoles et 300 chefs d'entreprises rurales basées dans l'agriculture, dont 35 % sont des femmes et 20 % des jeunes, sur une mesure de développement des compétences, (PROFINA) ; – Renforcement des capacités de 753 acteurs des chaînes de valeurs ananas et leur suivi, (ATDA7) '– Formation de 864 acteurs sur les pratiques rizicoles adaptées – Revue de technologies au profit de 40 transformateurs/ transformatrices sur les techniques de transformation et de conservation de l'ananas – Formation de 60 techniciens/conseillers provenant de 30 communes du Bénin (pôle 7 : 15 ; pôle 6 : 4 ; pôle 5 : 8 et pôle 4 : 3) sur les itinéraires techniques de production d'ananas frais et rejets avec intégration des mesures de Gestion Durable des Terres (GDT) et d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) ; – Formation de 116 acteurs de la filière ananas (100 producteurs, 08 exportateurs et 08 commerçants) provenant de 12 communes du pôle 7 sur les normes (NAFDAC, GLOBALGAP, ISO…) ainsi que la qualité de l'ananas et de ses produits dérivés ; – Formation de 40 transformateurs/transformatrices provenant de 08 communes du pôle 7 sur les techniques de transformation et de conservation de l'ananas ; – Renforcement capacités de 1 003 maraîchers sur 08 différentes thématiques relatives à la filière – Organisation de quatre (04) sessions de sélection des dossiers de projets à soumettre au financement du FNDA et FADeC-Agriculture – Organisation de la 2ème édition de la célébration de la journée de la femme agricultrice rurale (Contribution de la CNA) ; – Organisation d'une séance de vulgarisation du code foncier rural dans le Zou – Actualisation du répertoire des prestataires en conseil agricole au titre année	Degré (%) de compétitivité des produits phares d'origine végétale (quantité, régularité, qualité et prix) par rapport aux produits concurrents d'origine extérieure			

2020 dans le Zou

– Finalisation des projets de convention de partenariat entre FNDA et Prestataires de Services Financiers (PSF) ;

– Signature de 13 conventions de partenariat entre le FNDA et les PSF ;

– Organisation d'un atelier de concertation FNDA-ATDA ;

– Mise en œuvre du plan de surveillance à travers i) l'élaboration de 16 protocoles de partenariat entre l'ABSSA et les autres structures de contrôles du MAEP (DDAEP, DPV, DE, DPH et LCSSA) ; ii) la signature de 10 protocoles de partenariat entre l'ABSSA et la Direction de la Production Végétale (DPV), la Direction de l'Elevage (DE), les DDAEP du Zou, de la Donga, des Collines, de l'Ouémé, du Mono, du Couffo, de l'Atlantique et du Littoral ;

– Formation 29 pépiniéristes et 16 Conseillers Anacarde sur élaboration du plan d'affaires à Glazoué

– Formation à N'Dali des Conseillers Anacarde et CCeC puis d'un cadre de la DRC ATDA Pôle 4 sur la Récolte et Poste-Récolte et Qualité des noix d'anacarde 29 Coopératives Villageoises des Producteurs de Coton (CVPC) ont été suivies et contrôlées dans le département de l'Alibori ;

– Formation de 50 femmes transformatrices sur les bonnes pratiques de transformation et d'hygiène pour l'obtention du fromage et autres dérivés du soja ;

– 255 dossiers ont obtenu avis favorable pour transmission à la Banque la ligne de garantie PADA

– Recrutement 126 animateurs et lancement activités pour diffusion des technologies à grande échelle au profit de la filière ananas ;

– Formation/recyclage des animateurs, superviseurs et des acteurs des PI dans les 7 ATDA

– Renforcement des capacités de 75 Organisations de Producteurs des communes d'intervention du PSAAB sur la vie associative, la gestion des organisations paysannes, l'élaboration des projets, la recherche de financement, la gestion des crédits et l'organisation des filières agricoles ;

– Financement des ATDA pour l'appui à la création et la mise en œuvre du système de warrantage dans 15 villages (Convention PAPAPE-ATDA) ;

– Organisation Visite d'échanges avec l'entreprise DIZENGOFF au Ghana sur la mise en place et la gestion d'une serre PADMAR) ;

Programme 3 Elevage	Améliorer la contribution de l'élevage au développement socio-économique national	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

– Suivi des activités d'accompagnement de 450 bénéficiaires par le dispositif du Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement des PME/PMI (CISAE) porté par l'ANPME (formalisation, formation en gestion, élaboration des états financiers, élaboration des plans d'affaires) ; – Formation 675 bénéficiaires deuxième vague sur outil cluster pour mise en marché des produits agricoles dans les 7 PDA (PDAB) ; – Formation 18 331 (dont 5 788 femmes soit 31,57 % de femmes) producteurs de riz répartis dans les 7 PDA sur le Système de Riziculture Intensive (SRI) et des itinéraires techniques autres que le SRI. – Acquisition 03 batteuses vanneuses et 08 bâches au profit transformateurs de manioc du pôle 6 – Acquisition de 19 kits d'étuvage au profit coopératives étuveuses de riz – Réception provisoire de 5 hangars de vente de fromage (Nikki) – Réfection en cours 10 hangars pour la commercialisation des produits maraîchers à Kpomassè – Un lot petits matériels et équipements au profit 10 semenciers de cultures maraîchers formés – Construction de 03 hangars de marchés à Sèhoué (Toffo) par l'ATDA pôle 7 (95% environ) – Conduite d'une étude technique et préparation de DAO pour la construction de marché à Sèmè Kraké : travaux exécutés à 75% – Réception et mise à disposition de trois hangars de 05 places chacun à Guèmè (Toffo)				
– 600 noyaux (600 mâles et 1200 femelles) reproducteurs améliorateurs de petits ruminants mis en place – 3940 noyaux (3940 mâles et 19700 femelles) reproducteurs améliorateurs de volailles mis en place – Mise en place de la deuxième vague des kits avicoles par le PSAAB – Mise en place de 177,3 tonnes d'aliments pour volaille et 30 tonnes d'aliments pour petits ruminants – Organisation des ceintures vaccinales dans onze (11) départements autour des localités bénéficiaires du volet petit élevage du PADA : 496 991 petits ruminants ont été vacciné – Acquisition et mise en place des produits vétérinaires (Antibiotiques, Déparasitants et Vaccins) au profit des Unités d'application (Fermes de Kpinnou, Samiondji, Okpara, Bétécoucou)	Part des productions animales à la croissance du PIB agricole			
	Taux d'accroissement de la production des principales filières animales (Viande, Œuf, Lait)			

Programme 4 Pêche et Aquaculture	Améliorer la contribution de la production halieutique au développement socio-économique national	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					

– Organisation 2 séances de sensibilisation pour deux campagnes de vaccination d'avril et d'octobre – Organisation de deux missions d'appui et de suivi des activités des PNDF Viande, Lait et œufs – Pré-vulgarisation du code de l'élevage auprès des agents des DDAEP, ATDA et OPA – Formation 30 éleveurs sur techniques de fabrication de blocs multi nutritionnels densifiés pour ruminants à Malanville – Renforcement capacités de 190 aviculteurs modernes sur 07 différentes thématiques relatives à la filière – Formation 4540 éleveurs sur techniques améliorées en aviculture traditionnelle et en élevage de petits ruminants – Poursuite des activités de réalisation de forage équipé et superstructures – Finalisation du marché à bétail de Zè	Taux d'accroissement du rendement des principales filières animales (Viande, Œuf, Lait)			
Mise en place de 117 000 alevins et 3 510 Kg d'aliment poisson au profit de 163 pisciculteurs dans 14 communes du pôle 7 (Abomey-Calavi, Allada, Toffo, Zè, Kpomassè, Ouidah, Tori-Bossito, Adjarra, Akpro-Missérété, Porto-Novo, Avrankou, Dangbo, Sèmè-Podji et Adjohoun) ; – Acquisition de 55 tonnes de provende extrudée réparti en 32,750 tonnes au profit des bénéficiaires du PADA-FA et 22,250 tonnes au profit de 400 (186 femmes soit 46,4%) pisciculteurs appuyés par PADA-Nutrition – Réception et mise en valeur de 106 étangs piscicoles non vidangeables au niveau du village aquacole de Mondotopka à Dangbo ; – Plus de 16 pisciculteurs clés sont nouvellement certifiés dans les 7 départements cible du PROVAC 1 – Plus de 3 pisciculteurs clés sont certifiés en dehors de la zone du PROVAC-1 – 20 pisciculteurs formés sur approche « fermier à fermier » au niveau ferme pisciculteur clé de Parakou	Part des productions halieutiques à la croissance du PIB agricole - Taux d'accroissement du rendement et de la production des principales filières halieutiques - Taux d'accroissement de la production des principales filières halieutiques - Degré de compétitivité des principaux produits halieutiques - Taux d'application des technologies résilientes vulgarisés			

RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total					
MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DUELOPPEMENT DURABLE (MCVDD)							
Programme 1 Pilotage et Soutiens aux Services du MCVDD	Améliorer la gouvernance et la performance du Ministère	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**1 896 781 000**		**71,46**	**62,89**	

Nombre de Recommandations des Missions d'audit/ contrôle (NRIGM)	399 (2018)	123	410
Taux d'Exécution Physique du budget (TEP)	70,52	80%	68,51%
Nombre de Tournées de suivi-évaluation organisées (NTSE)	1	2	2
Taux d'Exécution Financière du budget (TEF)	53,73%	60%	184,08%
Taux de régularisation des OP	100,00%	100%	100%
Indice de Qualité de la Connexion Internet/intranet (IQCI)	58,6% (2018)	70%	63,8

Programme 2 Environnement et Climat	Contribuer au développement durable à travers une meilleure gestion de l'environnement et des changements climatiques	Dépenses ordinaires				
		Dépenses d'investissement				
		Total	**31 116 365 000**		**109,08**	**66,20**
Programme 3 Eaux Forets et Chasse	Assurer une gestion durable et intégrée des forêts et des autres ressources naturelles	Dépenses ordinaires				
		Dépenses d'investissement				
		Total	**9 768 242 000**		**53,35**	**70,02**

Indice de la qualité de l'air extérieur (IQAE) à Cotonou sur une échelle de 1 à 100	100	100	100
Nombre de centres de valorisation des déchets opérationnels	04 (Centre situé à l'EPAC, ASHAEL, DCAM, Projet SONGHAI)	4	4
Superficie de zone côtière reconstituée	150 ha	170 ha	152 ha
Quantité de déchets de polluants organiques persistants (POP) détruits	0 Tonnes	293 Tonnes	293 Tonnes
Proportion de la superficie du couvert forestier par rapport à la superficie du territoire national	55,3% (63848 ha)	53%	-
Nombre de recommandations de mesures de bonne gestion administrative et financière formulées par l'IGM aux acteurs du sous-secteur forestier	193	100	193

Programme 4 Habit	Promouvoir l'offre de bâtiments administratifs et de logements économiques et sociaux à moindre coût pour le plus grand nombre	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**16 303 946 000**		**311,36**	**66,90**	

	Proportion des fonctionnaires des EFC ayant bénéficié de formations complémentaires en gestion durable des ressources naturelles	18%	30%	30%
	Superficies cumulées des plantations forestières réalisées	10276,9 ha et 1044 km linéaires (sans valeurs CNR 2019)	15999 ha	276,03 ha et 87038,09 mètres linéaires
- Achèvement (en cours) des travaux de viabilisation primaire des sites devant abriter les logements de OUEDO (Abomey-Calavi) et le démarrage des travaux de construction de 3 035 logements à Ouèdo dans le cadre de la mise en œuvre du programme des 20 000 logements ;	Taux de couverture des besoins en établissement humain (bâtiments administratifs, réceptifs touristiques et sociocommunautaires et logements) par l'État	0	10,73%	0,02%
	Nombre d'emplois créés	2614	3822	3772
	Nombre de permis de construire et de permis de démolir délivré	850	2087	2105
	Nombre d'entreprises catégorisées	1076	1076	1076
	Nombre d'agrément délivré	1756	1756	1756

Programme 5 Villes et Territoires Durables	Contribuer à l'attractivité et la compétitivité des établissements humains	Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**27 233 111 000**		**294,75**	**58,97**	
RECAPITULATIF		Dépenses ordinaires					
		Dépenses d'investissement					
		Total	**86 318 445 000**		**198,73**	**68,51**	

- Construction de 578,981 km d'ouvrage de drainage des eaux pluviales et aménagement de 211,808 km de voies dans le cadre des travaux d'Asphaltage, de pavage et d'assainissement de rues financées par la BOAD et la BIDC, le Projet d'Aménagement Urbain et d'Appui à la Décentralisation (PAURAD) et le Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey (PSRCHA) ;
- Travaux de réhabilitation et d'extension du siège de la cour constitutionnelle exécutés à 77% en 2020 ;
- Travaux de rénovation du stade Général Mathieu KEREKOU (Cotonou) par la Chine, réalisés à 64% ;
- Travaux de construction de 22 stades omnisports de standing international en cours d'achèvement ; etc.

Nombre de personnes protégées contre les inondations	750 000	950 000	889000
Nombre de projets de territoire à impact local financé (soit par les communes ou par PPP ou encore par contrat plan Etat-Territoires)	5	8	7
Linéaire de caniveaux construits (Km)	412,74	25,7	34,350
Linéaire de collecteurs construits (Km)	2	4,217	2,851
Linéaire de voies aménagées (Km)	11,32	215,97	166,338
Nombre de bornes géodésiques ou de repères de nivellement installés	0	125	125

Il ressort de ce tableau que 14 indicateurs sur les 25 retenus ont atteint la cible de 2020, soit un taux de 56%.

XI.
PRESENTATION DES DONNES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE

Dans la vision de l'amélioration des points de faiblesse relevés au cours de l'enquête sur le budget ouvert (EBO) de l'année 2019, le Ministère de l'Economie et des Finances soumet à notre attention, les statistiques contenues dans le rapport de fin d'année 2020 en version Excel.

Ces tableaux proposés accompagnent le rapport et ne sont que des extraits de tableaux contenus dans le document pour répondre aux exigences de International Budget Partnership (IBP). **(VOIR ANNEXE DU RAPPORT** :https://budgetbenin.bj/publications/?sub_menu_id=1&mymainexercice_id=undefined&mymainlink_id=4&myportfolio_id=154)

Conclusion

A fin 2020, les recettes du budget de l'Etat ont été recouvrées pour un montant total de 1324 688,6 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 1 246 685,9 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de 106,3%. En glissement annuel, les recettes mobilisées connaissent une hausse de 8,4% par rapport aux réalisations de l'année 2019 estimées à 1 221 632,1 millions de FCFA.

Quant aux dépenses budgétaires en 2020, leur niveau de consommation des dépenses budgétaires s'élève à 1 661 311,3 millions de FCFA en engagement et à 1 622 310,1 millions de FCFA en ordonnancement, soit respectivement un taux de 97,8% et 95,5% des prévisions annuelles actualisées de 1 698 489 millions de FCFA. L'exécution des dépenses du budget de l'Etat est marquée par : (i) l'observance stricte des modalités et instructions d'exécution du budget ; (ii) la poursuite de l'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes, (iii) l'encadrement des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel), (iv) le renforcement des crédits d'investissement, notamment dans les secteurs tels que l'Economie Numérique, la santé et la protection sociale, le Cadre de Vie, l'Energie, l'agriculture, l'éducation, etc.

Au titre de l'exécution des Plans de Travail Annuels (PTA) des ministères, il est enregistré un arrimage entre l'utilisation des moyens financiers et la production des résultats, engendrant ainsi une progression remarquable dans la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

En termes de perspectives, une accélération de la mise en œuvre des différentes réformes budgétaires et fiscales est nécessaire d'une part, pour garantir la durabilité

> *"soutenabilité de la tendance haussière notée dans le recouvrement des recettes et, d'autre part, pour poursuivre l'assainissement de la dépense publique pour davantage de résultats.*

POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES

Contact

(+229) **21 - 30 - 09 - 07**

www.budgetbenin.bj